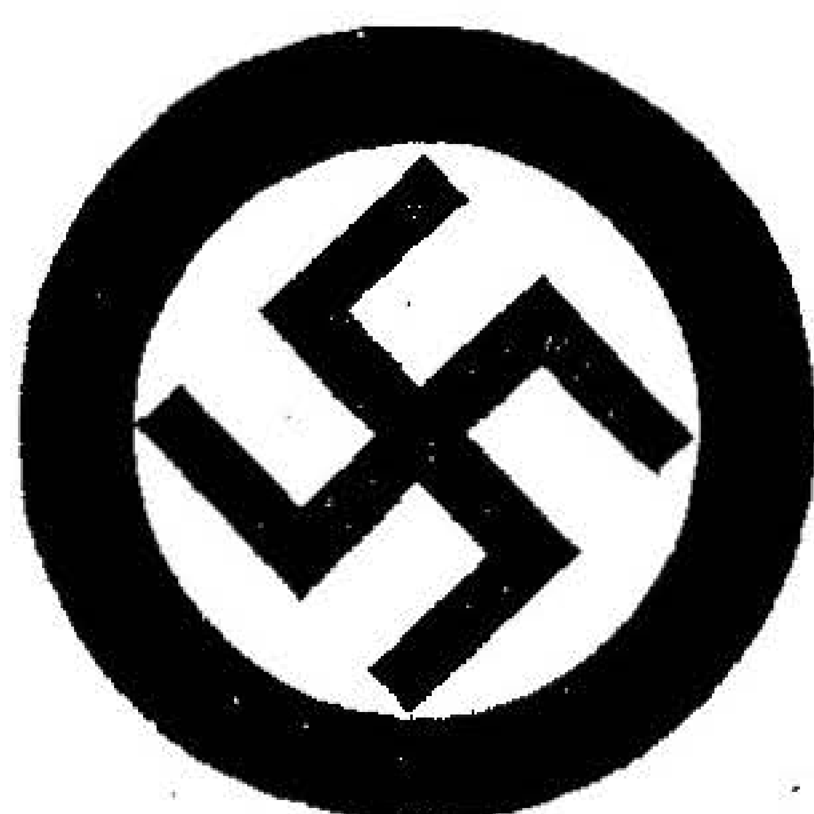
ADRIEN ARCAND



Fascisme ou Socialisme?

Précédé d'une allocution par Joseph MENARD



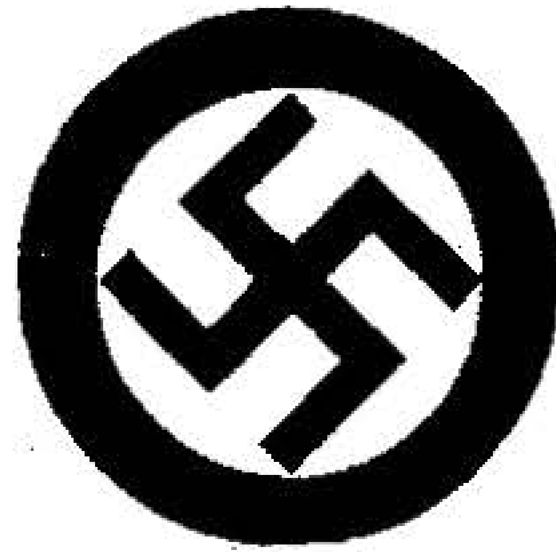
MONTREAL, 1933



Edité par "Le Patriote"

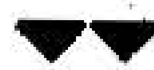

SHOUT
SHARE
IT

ADRIEN ARCAND



Fascisme ou Socialisme ?

Précédé d'une allocution par Joseph MENARD



MONTREAL, 1933



Edité par "Le Patriote"



ADRIEN ARCAND



JOSEPH MENARD

AVANT-PROPOS

Fascisme ou Socialisme?

MM. Bennett et King ne cessent de répéter, depuis quelques mois, que la démocratie est en grand danger, dans notre pays. La démocratie a disparu en Russie, en Italie, en Allemagne, en Turquie, en Tchécoslovaquie, en Autriche. En Angleterre, où un régime travailliste-socialiste en avait fortement secoué la confiance, une vigoureuse réaction, facilitée par la trahison des chefs travaillistes contre leur propre parti, en a prolongé la durée de quelques années. Au Japon, la démocratie a perdu son autorité aux mains des factions militaires. Aux Etats-Unis, le chef le plus démocratique du plus grand parti démocrate, le président Roosevelt, a pris des pouvoirs dictatoriaux qui font que, si la démocratie américaine existe encore en théorie, elle n'existe plus en pratique.

Ces changements ont été occasionnés par un esprit nouveau qui s'est emparé des populations. Cet esprit, quand on l'étudie attentivement, est mondialement identique dans ses causes et ses justifications. On peut en résumer les facteurs agissants comme suit: les populations sentent d'instinct que tous les partis politiques démocratiques sont fondamentalement semblables; que la démocratie n'a favorisé que les puissants et les riches, en appauvrissant davantage les pauvres; que la démocratie a refusé de régler la question sociale, et a antagonisé les classes au lieu de les pacifier en leur rendant justice; que la démocratie ne peut trouver son principe d'autorité que dans un mode électoral corruptible et corrompu; que la démocratie, portant en elle-même les germes du mal social et de la crise économique, ne peut pas les guérir; que la démocratie a fait faillite, a échoué dans tout ce qu'elle avait promis et a faussement substitué le matérialisme aux forces spirituelles des nations. Sans pouvoir le définir, c'est ce que la population canadienne ressent aussi, comme celle des autres pays, et il n'est aucunement étonnant que les chefs de nos grands partis démocratiques, mieux placés que quiconque pour observer les courants populaires, admettent qu'au Canada la démocratie soit sérieusement en danger.

Si la démocratie doit disparaître — et c'est plus qu'une probabilité — par quoi va-t-on la remplacer ? Voilà la question la plus vitale qui se pose aujourd'hui aux esprits sérieux. La qualité d'homme d'Etat exige une grande vision, capable de pénétrer l'avenir et de discerner les signes de notre époque. C'est pourquoi il est du devoir de nos hommes d'Etat, de ceux à qui est confié le sort futur du pays, de prendre conscience du nouvel esprit populaire et de préparer les voies pour la réponse à la grande question, quelque regret qu'ils aient d'abandonner la routine établie et de quitter les sentiers battus.

L'opinion publique exige aujourd'hui une autorité ferme et responsable que la démocratie ne peut donner; elle exige que la politique des partis démocratiques soit remplacée par une politique totalement nationale sans voix discordante, chose que la démocratie ne peut apporter; elle exige un règlement énergique de la question sociale et que la démocratie ne peut lui procurer; elle exige la fin de l'exploitation populaire par une petite oligarchie tyrannique de grands capitalistes, elle exige un redressement, une restauration, une renaissance, autant de choses que la vieille démocratie expirante ne peut produire.

Qu'est-ce qui s'offre à l'opinion publique pour répondre aux exigences de son esprit nouveau et son désir d'un changement ? Deux seules issues, et il n'y en a pas d'autre: le fascisme et le socialisme. L'un et l'autre prétendent répondre aux demandes de l'opinion, l'un et l'autre prétendent avoir les remèdes voulus pour guérir l'humanité, le socialisme par une plongée plus profonde dans le matérialisme, le fascisme par un retour aux forces spirituelles et morales refoulées lors de la Révolution Française.

Conscient de son devoir de troupe d'avant-garde qu'il s'est assigné, le groupe du "Patriote" a cru que l'heure avait sonné de faire sa contribution morale la plus importante. Les chefs politiques du pays admettent que la démocratie est gravement malade et en sérieux danger, les chefs socialistes ont exposé leurs doctrines et leurs principes, la foule demande de la lumière, des explications, des directions; tout, croyons-nous, justifie notre contribution au grand combat d'idées qui vient de s'engager.

Les discours que nous reproduisons, prononcés le 20 octobre 1933, à la Palestre Nationale, n'ont pas d'autre but que d'exposer, en regard de ceux du socialisme, les doctrines et les principes du fascisme, les formules qui devront animer plus tard tout mouvement d'action directe que la Providence pourra

susciter. Toute action directe sans inspiration définie, sans compréhension parfaite des causes premières et des conséquences ultimes, ne peut être que mauvaise. Il faut une base fondamentale solide, immuable, et c'est cette base que nous avons voulu jeter. Sur elle devront s'échafauder tout mouvement d'action fasciste, tout programme politique fasciste, si l'on ne veut pas courir inutilement dans l'obscurité, vers l'inconnu, et faciliter l'avènement du socialisme qui, lui, sait ce qu'il est et où il va.

Allocution

JOSEPH MENARD

Mesdames et Messieurs:

La dernière fois que nous avions le plaisir de prononcer une allocution avant une conférence de notre ami Adrien Arcand, il y a déjà trois ans, le sujet choisi avait pour titre "Chrétien ou Juif". Pendant deux ans nous avions essayé par tous les moyens d'attirer l'attention de nos compatriotes sur le péril juif et d'en faire voir les énormes dangers. Ce soir-là, nous avons résumé le travail accompli et nous avons énoncé nos projets pour l'avenir.

Depuis cette soirée nous avons vogué sur les eaux d'une mer houleuse et la tempête a secoué rudement notre bateau. Le vent a même déchiré les voiles et à un moment, nous avons cru que tout était perdu. La vie prend parfois plaisir à nous enseigner que nous sommes impuissants à régler la marche des événements.

Une précieuse expérience

Notre atelier d'imprimerie a subi trois incendies, le dernier accompagné de destruction complète à coups de masse; on nous a gratifié d'une vingtaine de procès, et on a réussi à nous acculer à la faillite, faisant disparaître par ce moyen le "Miroir", le "Goglu" et le "Chameau", les trois armes dont nous nous servions pour diriger le feu vers la juiverie. Pour qu'il ne manque rien à notre bonheur et pour nous faire aimer la bonne souffrance, on a poussé la condescendance jusqu'à nous imposer quinze jours de prison. Plusieurs de nos amis ont voulu prétendre que ces misères étaient grandes. Admettons leur prétention pour leur faire plaisir, mais ils comprendront à leur tour qu'il n'y avait pas là de raisons suffisantes pour nous empêcher de continuer la lutte entreprise il y a cinq ans. Permettez-nous d'ajouter que les souffrances imposées à nos amis et à ceux qui nous entourent nous furent autrement plus lourdes à supporter que nos propres misères. Nous leur demandons pardon du mal involontaire que nous leur avons causé et nous les prions d'accepter sans amertume les sacrifices imposés pour l'amour de la cause.

Comme mesure de consolation, nous avons fondé le "Patriote". Chaque semaine, ce petit journal poursuit sa tâche qui est de ne laisser rien perdre de l'oeuvre de ses prédécesseurs. On y trouvera, dans les numéros prochains, le texte de la conférence prononcée ce soir par notre ami Arcand.

Les ennemis peuvent être nombreux et puissants, mais nous vaincrons si nous savons être des soldats dignes de la cause que nous défendons et si nous savons recevoir avec résignation les coups qui nous sont destinés. La cause est tellement grande que les coups paraissent petits.

La guerre contre la juiverie nous a entraînés et nous entraînera encore dans le domaine politique; c'est pour cette raison que les politiciens amis des Juifs ont dû et devront faire cause commune avec eux et se liguer pour étouffer le bruit de nos appels. Si nos amis veulent bien tendre l'oreille, ils entendront notre voix au milieu des clameurs de haine et des cris de rage.

Nous aurions pu vous parler ce soir des campagnes politiques où nous avons figuré; mais nous avons cru qu'il n'y aurait là aucun intérêt pour vous. L'avenir cause assez d'inquiétudes sans que nous nous plaisions à rabâcher les tristesses du passé.

Une lutte nécessaire

La lutte anti-juive paraît plus nécessaire que jamais. Si nous prenons la peine de jeter un regard sur l'état actuel de notre province nous pourrons constater que la juiverie a réussi à faire pénétrer de façon alarmante ses idées subversives et ses méthodes affreuses dans nos lois tout autant que dans notre vie économique Ces idées et ces méthodes causent un malaise insupportable, et ceux qui croient que notre race a droit à la paix n'hésitent pas à proclamer qu'il faut lutter sans trêve pour obtenir que l'esprit juif disparaisse définitivement afin que notre peuple reprenne ses traditions de foi, d'honneur et d'honnêteté.

A ceux qui disent que le Juif n'est pas le seul responsable de tous les malaises que ressent le peuple, nous répondons qu'il en est responsable puisque c'est lui qui dirige les mouvements sociaux et économiques qui ont rendu notre époque aussi troublée et inquiétante.

Deux doctrines en présence

Deux doctrines se partagent le monde: le christianisme et l'anti-christianisme.

Le christianisme a besoin d'un organisme humain pour faire rayonner sa doctrine de paix et d'amour sur le monde.

Les églises qui s'inspirent des enseignements du Christ composent l'organisme chrétien; celles des églises qui ont le mieux gardé ces enseignements peuvent en faire profiter plus parfaitement leurs adeptes. Nous reconnaissons la grande supériorité de l'Eglise catholique et nous sommes heureux d'accepter entièrement ses directives que le pape et ses évêques sont chargés de donner.

L'anti-christianisme se sert de moyens humains pour répandre dans tous les pays ses ferments de haine et ses idées destructrices. L'organisme qui a pour mission de faire triompher la doctrine anti-chrétienne est la juiverie et ses ramifications. Contrairement à l'Eglise catholique qui lance à ciel ouvert ses appels, la juiverie fait sa bataille dans les ténèbres. Pendant que l'Eglise convie ses fidèles dans les temples, portes ouvertes, à venir recevoir ses enseignements, la juiverie invite ses suppôts et ses adeptes à se réunir en secret dans les loges maçonniques pour y recevoir des mots d'ordre qu'elle craindrait de donner ouvertement. C'est pourquoi il est difficile de percevoir nettement l'action directe de la juiverie. Elle sait agir dans l'ombre et elle sait manoeuvrer les pantins qu'elle choisit. Plusieurs des nôtres qui se gourment parce qu'ils croient faire preuve d'une grande intelligence en prônant des idées qu'ils nomment avancées se dégonfleraient très vite s'ils pouvaient soulever le voile épais cachant à leurs yeux les doctrinaires qui leur ont insufflé ces idées, avancées peut-être dans la voie de la destruction, mais rétrogrades assurément dans celle du bonheur et de la paix Nos libres-penseurs qui ne sont pas libres pourront soupçonner quelque peu la vérité de cette affirmation en réfléchissant au fait qu'ils ne peuvent être mûs par les mêmes idées qui font agir les anti-chrétiens dans tous les pays, en même temps, sans qu'un maître invisible les fasse mouvoir.

La lutte entre les doctrines chrétienne et anti-chrétienne a commencé au Calvaire. Le Christ fut mis en croix par les Juifs et, depuis ce jour, ils ont tenté de détruire par tous les moyens sa doctrine d'amour.

Les ravages dans notre province

Notre province n'a pas échappé à la lutte que se livrent dans le monde le christianisme et l'anti-christianisme. A la fondation de notre pays, le christianisme, parce qu'il sait faire les sacrifices matériels nécessaires au triomphe du spiritualisme, a imprégné notre peuple de principes chrétiens; ces principes lui ont permis d'accumuler pour nous des richesses morales et matérielles que nous ne savons pas défendre et que le Juif pour une bonne partie nous a enlevées.

Jetons un simple coup d'oeil sur quelques lois passées en notre province depuis vingt-cinq ans et nous verrons jusqu'à

quel point on a faussé la ligne de nos traditions. Pendant ce court examen, ayons à la mémoire que nos lois ont subi l'influence de l'une ou de l'autre doctrine qui s'affrontent dans le monde.

Dans la série des lois qui ont porté gravement atteinte à nos traditions, la première fut celle que l'on a dénommée "Un homme un vote". Par cette loi, on a fait disparaître les restrictions qui apportaient des amoindrissements au mal de la démocratie, et on a accordé le droit de vote, en pratique, à tous les individus à condition qu'ils aient vingt-et-un ans. Les étrangers furent mis sur le même pied que les nationaux et c'est depuis ce temps que des députés et des échevins juifs ont été élus. Ces Juifs, bien dirigés par l'organisation juive, ont réussi à faire pénétrer dans notre législation un esprit qui en a faussé l'inspiration première. Quand on connaît la force d'une idée bien lancée et bien soutenue, on n'est pas surpris des résultats obtenus par la juiverie dans notre province. Rappelons-nous que la question juive n'inquiétait personne, il y a cinq ans, dans notre province, qu'il a suffi que deux hommes convaincus lancent le cri d'alarme, qu'ils maintiennent, aidés par quelques amis, cette question au premier plan pour que nous constations un immense mouvement de réaction. Quels résultats ces mêmes hommes auraient-ils pu obtenir s'ils avaient été députés et avaient pu surveiller de plus près la législation proposée par les Juifs ? Ne soyons pas surpris du terrain conquis par la juiverie puisqu'elle a pris la peine de planter ses jalons partout.

La législation économique

La législation économique, depuis vingt-cinq ans, porte l'empreinte d'un matérialisme effréné. D'année en année, on a augmenté la protection donnée aux forces financières pendant que l'on diminuait celle accordée aux individus. Par le moyen de nos lois, on a réussi à diminuer dans une énorme proportion la richesse individuelle et on a réussi à augmenter dans des proportions fantastiques la richesse des monopoles qui se servent de la force acquise pour pressurer davantage les individus laissés sans défense. Prenons la peine de regarder autour de nous et voyons à qui cette législation a profité. Qui est le chef du trust électrique ? Aldred, un Juif Qui est le maître de l'industrie de la pulpe ? Graustein, un Juif. Qui possède entre ses mains le monopole des liqueurs ? Bronfman, un Juif. Qui écume au moyen du trust du lait ? Un syndicat juif de New-York. Nous n'en finirions plus s'il fallait énumérer les trusts où les Juifs sont maîtres. Si une enquête complète se fait sur le trust du charbon, nous serons surpris quand nous

apprendrons le nom du véritable chef de ce trust. Le Juif, et lui seul, a profité de notre législation économique depuis vingt-cinq ans.

La législation sociale

La législation sociale a été aussi défavorable aux chrétiens qu'elle fut profitable aux Juifs. La loi de l'assistance publique protège toutes les institutions de charité et d'enseignement, sans distinction de race ou de religion. C'est dans cette sorte de lois, surtout, que cette fausse doctrine de neutralité joue à l'avantage des anti-chrétiens. Sous prétexte que tous sont égaux, puisque tous sont taxés, on subventionne toutes les institutions. Comme les Juifs ont le don de crier plus fort que les autres et que tous les moyens de persuasion et d'intimidation leur sont familiers, ils réussissent à obtenir le double et le triple, quand ce n'est pas plus, de ce qu'ils ont donné. Rappelons-nous que les chiffres publiés en rapport avec le secours direct ont démontré qu'une famille juive retirait vingt piastres par semaine pendant qu'une famille canadienne-française comptant le même nombre d'enfants ne retirait que quatre piastres. Examinons toute la législation sociale et nous verrons que toujours les Juifs sont bien protégés, mais que les chrétiens doivent payer pour cette protection.

Il serait beaucoup trop long de rechercher les traces de l'esprit juif dans toutes nos lois. Contentons-nous d'indiquer le fait que, de plus en plus, nos politiciens libéraux ont voulu et ont réussi à restreindre les libertés accordées à notre clergé, parce que l'on craignait son opposition à la montée du matérialisme et parce que le meilleur moyen de saper ses postes de défense était de diminuer son emprise dans la direction de notre système éducationnel et de nos institutions de charité corporelle. C'est là une trace certaine de l'influence juive sur nos législateurs, car la juiverie seule peut profiter de l'affaiblissement du sentiment religieux causé par les tracas politiques.

Constatons, en passant, que le parti conservateur n'a pas su ou n'a pas voulu faire une lutte sérieuse aux idées libérales et qu'il a manqué à son rôle de gardien de nos traditions. Parce qu'il a craint la bataille sur ce terrain, le seul qui aurait pu lui être propice, il n'a pas profité de l'énorme force spirituelle qui lui aurait permis de vaincre la coalition des intérêts matériels. C'est là, pour nous, la raison profonde de sa déchéance.

Il faut recourir aux moyens de défense

La victoire apparente du matérialisme profitable aux Juifs constitue pour un immense danger. En face de ce danger, nous ne devons pas hésiter à recourir aux moyens de défense

qui nous assureront la victoire. De même que le Juif, en assassinant le corps du Christ, n'a remporté qu'une victoire matérielle qui se changea en un triomphe spirituel quand le Fils de Dieu ressuscita, de même le matérialisme ne vaincra pas le spiritualisme, mais il est de notre devoir d'empêcher les ruines de s'amonceler chez les chrétiens, puisqu'il est possible de les éviter en livrant une bataille sans merci au Juif.

A ceux qui croient qu'il est de bon ton de faire profession d'incroyance devant les enseignements de l'Eglise catholique, mais qui désirent sincèrement le bien de la race, nous laisserons le choix de leurs propres moyens; ils pourront choisir entre les questions de race, de civilisation et de sang. Nous sommes convaincus que, en fin de compte, ils devront revenir à la conception qu'ils doivent être chrétiens ou anti-chrétiens et qu'ils devront accepter le combat dans cet esprit.

Esprit mauvais à combattre

Pour nous qui croyons que seule la doctrine chrétienne, commentée dans les encycliques des papes et diffusée dans les directions données par les évêques peut donner la paix au monde et permettre à notre race de continuer ses gestes de beauté dans sa tradition spirituelle, nous travaillerons à faire disparaître l'esprit mauvais qui a corrompu nos lois.

Nous réclamerons pour notre clergé la liberté de dénoncer les principes faux que l'on tente d'appliquer, aussi bien en temps d'élections qu'en temps ordinaire. Quand on voit un gouvernement s'arroger le droit de régler à sa guise tous les problèmes sociaux et religieux, il est plus que dangereux de priver de leurs droits les gardiens naturels de la morale et de la justice. D'ailleurs, nous n'admettons nullement la supériorité de la politique sur la religion, mais nous proclamons que les principes religieux doivent dominer la politique. A-t-on déjà pris la peine de faire la comparaison, du simple point de vue humain, entre les membres de notre clergé et les politiciens ? A vous qui connaissez quelques-uns de ces politiciens, nous posons cette question: Quelle fut donc la formation de ces hommes et quelle est donc leur science, pour qu'ils se croient les seuls à posséder les connaissances qui permettent de donner au peuple des lois capables d'assurer son bonheur ? N'oublions pas que notre clergé est formé d'hommes sortis des mêmes familles que les politiciens et qu'ils ont eu, en plus, le grand avantage d'être formés à diriger les groupements d'individus, pendant que les politiciens n'ont appris qu'à écouter les clameurs de groupes bien organisés et à se courber devant la volonté de leurs bailleurs de fonds. Ces politiciens devraient comprendre que nos évêques peuvent améliorer les lois en leur inspirant les principes qui doivent en former la base.

Déchéance de l'éducation

Nous réclamerons pour notre enseignement qu'il redevienne ce qu'il était, c'est-à-dire chrétien. Nous savons que le gouvernement est maître de notre enseignement et qu'il réussit à dicter les programmes d'études, en dépit de l'opposition de certains éducateurs qui voient le danger que pareils programmes constituent pour les générations futures. En s'emparant de l'université, (dont le conseil administratif est composé de vingt-quatre laïques libéraux et de sept religieux), les libéraux ont mis la haute main sur notre enseignement et ont forcé nos collèges à conformer leur enseignement à une formule qui permet à leurs élèves d'y être admis. Ceux qui croient que seul notre clergé a pu nous garder ce que nous étions, français et chrétiens, ne trouvent plus de garanties pour l'avenir dans l'enseignement donné à l'université Pour plaire aux Juifs et leur permettre de supplanter les nôtres, on a enlevé des études ce qui était foncièrement chrétien pour le remplacer par des formules de fausse tolérance. Nos collèges peuvent avoir gardé les programmes d'étude qui ne sont pas mauvais en eux-mêmes, mais il est démontré que le trop grand nombre des matières enseignées ne laisse plus le temps de soigner la formation des caractères; leurs élèves, en entrant à l'université, ne possèdent pas la force de réagir contre les doctrines mauvaises que bon nombre de professeurs ne craignent pas de répandre. Puisque nous voulons que notre enseignement soit chrétien, luttons contre le pouvoir politique qui le rend neutre et par conséquent anti-chrétien.

Ingérense nuisible

Par la loi de l'assistance publique, le gouvernement réussit à s'ingérer dans nos institutions de charité. Nos hôpitaux, nos hospices et nos orphelinats subissent tous les ennuis que la politique peut susciter, sous prétexte qu'ils reçoivent des subventions du gouvernement. Nos communautés n'ont jamais eu besoin des leçons des politiciens pour apprendre à bien faire la charité. Luttons pour les dégager de cette emprise sournoise et tracassière.

Il existe une commission nommée par le gouvernement, qui possède le droit de contrôler les finances de nos fabriques. Nous admettons que des erreurs ont été commises dans l'administration des fonds de certaines paroisses, mais ce n'est pas là une raison pour que le gouvernement se rende maître de nos fabriques. On entend crier sur tous les tons que nos paroisses sont endettées. Pourtant, si nous comparons les dettes de nos villes (qui ont été contractées avec l'approbation du gouvernement) avec celles de nos paroisses, nous constatons que nos



paroisses sont beaucoup moins endettées proportionnellement et en bien meilleure posture. Le cri contre nos curés plaît énormément aux libéraux et permet au gouvernement d'augmenter son emprise sur le domaine religieux. Parce que cinq ou six curés ont failli à la tâche, n'allons pas laisser saboter tout notre merveilleux système de fabriques paroissiales par les politiciens.

En réclamant que le gouvernement se mêle de ses affaires et qu'il se contente de faire des lois civiles possédant le sens chrétien, nous n'avons nullement l'intention de défendre notre clergé, mais simplement de protéger les meilleurs intérêts de notre peuple. Notre clergé n'a pas besoin d'être défendu, puisque ses oeuvres magnifiques d'enseignement et de charité imposent à tout esprit sain la plus grande admiration. Par contre, quand on prend la peine de constater l'énorme recul subi par notre race depuis trente ans, c'est-à-dire depuis que les politiciens ont cru que seuls ils pouvaient régler de façon intelligente tous les problèmes moraux et nationaux, on ne craint pas d'affirmer que nos intérêts les plus sacrés ont besoin d'être défendus.

En même temps que nous exigerons que la chaîne de nos traditions soit renouée en remettant en place les autorités religieuses, nous devrons lutter énergiquement contre le Juif pour l'empêcher de corrompre notre civilisation chrétienne.

Le moyen le plus efficace

Les moyens de combattre la juiverie sont nombreux et variés. Le plus efficace à notre avis est de refuser d'acheter chez le Juif et de donner notre clientèle à des chrétiens, puisque du même coup on prive le Juif de la force que donne l'argent et que l'on augmente d'autant l'influence chrétienne. Pour convaincre les chrétiens qu'ils ne doivent pas acheter chez les Juifs, nous devons démontrer qu'ils sont dangereux et c'est là une tâche qui n'est pas toujours facile

Pour plaire aux âmes timorées, il faudrait se servir d'une douceur extrême pour réprimander les descendants de Judas Iscariote. On sait pourtant qu'ils doivent être étrillés d'une main ferme. Dire que tous les Juifs sont des voleurs n'est pas de la violence, puisque tous ceux qui ont fait commerce avec eux admettent s'être fait voler. Dire que les Juifs sont des rats n'est pas de la violence, puisqu'ils ont grugé notre commerce et notre influence. Dire que les Juifs sont des corrupteurs n'est pas de la violence, puisqu'ils corrompent tout ce qu'ils touchent. Dire que les Juifs sont des vipères et des enfants de Satan n'est pas de la violence puisque Jésus-Christ nous dit qu'ils font l'oeuvre du diable. Nous comprenons que les Juifs ne prennent aucun plaisir à voir dévoiler leurs défauts,

mais ils n'ont pas le droit d'exiger que nous offensions la vérité en refusant de constater la laideur de leur caractère. Est-ce notre faute s'ils ont, de même que leur nez, l'âme crochue ?

Choses qu'on ne peut oublier

Le Juif, en suppliant que nous ne fassions pas de distinctions de races ou de religions, comme si un homme pouvait oublier de quelle race il est issu et quelle religion l'a formé, a voulu nous abaisser à son rang; quand il a lancé et soutenu son cri de tolérance, comme si le bien avait besoin d'être toléré, il a voulu nous faire accepter le mal que sa présence causait. Pour son malheur, il s'est approché à l'aide de ses cris, trop près de nous, nous avons pu scruter le fond de sa pensée, nous avons pu constater la hideur de ses traits crispés, nous avons eu peur qu'il souille notre âme et nous avons voulu le chasser.

Le Juif en tant que Juif n'a aucun droit en notre pays. Puisqu'il veut rester Juif et qu'il refuse de vivre comme un chrétien, qu'on lui donne l'île de Madagascar pour qu'il s'en fasse un pays selon ses goûts. Cette île est infestée de serpents, mais nous sommes convaincus qu'ils s'enfuiront à la vue d'un Juif ou que, du moins, ils ne pourront résister longtemps à la senteur qui se dégage d'un ramassis de Juifs.

Nous sommes assez de deux races au pays sans qu'une troisième vienne compliquer le problème. Nous avons déjà trop de misère à départager le gâteau, sans qu'un goinfre vienne avaler notre part.

Grandes souffrances du peuple

A travers la fumée de la bataille contre la juiverie, nous ne devrons pas perdre de vue les souffrances dont est accablé notre peuple. Une simple image nous fera voir jusqu'à quel point le matérialisme qui prévaut dans notre système économique a fait perdre le sens de la valeur d'un être humain. Un bûcheron nous racontait un jour que, dans le camp d'une compagnie où on se servait d'ânes, les ordres les plus rigoureux étaient donnés pour que ces ânes ne manquent d'aucun soin, qu'ils aient un bon lit de paille et qu'ils soient bien à l'abri du vent. Pendant ce temps, les hommes étaient mal couchés, mal abrités et n'avaient que des couvertures humides pour s'envelopper. Notre bûcheron tirait une conclusion de ces faits: "C'est bien simple, la compagnie savait que si elle perdait un âne, il faudrait le remplacer au prix de cent cinquante piastres, tandis qu'un homme, elle pouvait en avoir autant qu'elle voudrait sans débourser un sou." N'est-ce pas là l'image de ce

que l'on voit partout sous la civilisation matérialiste et juive actuelle ? L'être humain est traité comme un chien sans âme.

Nos classes humbles souffrent terriblement. Si ceux qui ont du coeur ne viennent pas à leur secours, elles s'élanceront derrière les socialistes qui leur promettent mer et monde et elles les porteront au pouvoir.

La question se pose: Notre pays sera-t-il fasciste ou socialiste ? Fasciste avec des principes chrétiens ou socialiste avec des doctrines anti-chrétiennes ? Qui mènera la barque: Rome ou Moscou ?

Espoirs d'avenir

Nous ne sommes pas ici ce soir pour énoncer un programme politique, mais uniquement pour trouver les origines du mal dont nous souffrons. Si nous avons pu vous convaincre que le danger est assez grand pour vous forcer à agir, soyez assurés que nous saurons trouver l'occasion qui vous permettra de faire tout ce que vos convictions vous commanderont d'accomplir. Le jour n'est pas loin, nous l'espérons, où il sera possible de lancer un programme politique bien ordonné et fondé sur les conceptions chrétiennes de la vie. Avec l'aide de Dieu et le travail acharné des bons ouvriers de la cause, ce programme donnera, quand il sera réalisé, le bonheur et la paix à notre province et à notre pays.

Nous cédons la parole à Adrien Arcand qui saura vous démontrer clairement les énormes avantages du fascisme sur le socialisme. Nous sommes compagnons de lutte depuis quatre ans. Durant ce temps, de nombreux efforts ont été tentés pour nous séparer, mais toujours ils ont échoué. Une volonté plus forte que les obstacles et les embûches nous a gardé ensemble afin que nous puissions accomplir notre part dans l'immense lutte qui se prépare. Nous n'avons pas besoin de vous présenter notre ami Adrien Arcand ni de vous faire son éloge, car vous le connaissez tous pour avoir lu ses articles solides et limpides ou pour l'avoir entendu faire l'exposé de ses idées politiques.

Mesdames et messieurs, nous vous remercions de votre bienveillante attention et nous formulons l'espoir de vous revoir bientôt.

Conférence

ADRIEN ARCAND

Mesdames, Messieurs,

La cause dont je me suis fait, avec mes amis, le propagateur, me rend agréable le devoir de vous remercier pour l'empressement avec lequel vous avez répondu à notre invitation. Je sais qu'il y en a, parmi vous, qui ont non seulement souscrit leur obole à l'organisation de cette soirée, mais qui se sont déplacés de régions éloignées pour être avec nous ce soir. C'est pour moi, en même temps qu'un motif de gratitude, une consolante attestation que la cause qui nous intéresse est bien vivante et suscite dans toute la province une attention significative. Cette cause, vous savez dans quelles circonstances nous l'avons entreprise, il y a plus de quatre ans; comment elle s'est inaltérablement poursuivie; comment, avec les circonstances, nous avons dû en changer la forme, sans jamais en rien modifier de l'esprit et des principes; comment elle est encore aujourd'hui ce qu'elle était hier, avec cette différence qu'elle est plus avancée, parce que le travail préliminaire a fait son oeuvre, qu'elle est mieux comprise parce que les esprits sont enfin en éveil, qu'elle est plus claire et plus compréhensible parce que la marche des événements a en tous points donné raison à tout ce que nous avions annoncé plusieurs années à l'avance. Ce qui nous a permis, dans le passé, de distinguer nettement le cours des événements en préparation, nous permettra encore, croyons-nous, de discerner pareillement dans l'avenir, afin que la cause que nous avons embrassée, plus grande que les personnes et plus forte que les chefs, atteigne à sa réalisation malgré tous les obstacles qui continueront, avec plus de furie, de lui être suscités.

Vous me permettrez de redire publiquement l'estime que j'entretiens à l'endroit de celui qui m'a précédé sur cette tribune, mon grand ami Joseph Ménard. Si jamais un homme fut à la peine, matériellement et moralement, pour une cause, c'est lui. Je ne connais pas d'abnégation, de renoncement et de sacrifices plus grands que les siens dans le travail que nous avons poursuivi, ni de vaillance et de force de caractère mieux trempées. Dans la cause qui nous est chère, il est grand par

sa foi et grand par ses oeuvres. Je ne crois pas que le même idéal puisse produire un plus précieux et plus loyal soldat.

Je regrette d'avoir à corriger une impression que certains se sont faite sur le but de notre soirée. Il n'est pas de présenter un programme de politique appliquée, car ce serait devancer la maturité du temps, anticiper sur des événements pour lesquels l'heure n'a pas encore sonné, à l'horloge du destin. Nous voulons simplement, ce soir, exposer les bases fondamentales et les doctrines d'un système politique qui commande l'attention mondiale: le Fascisme. Avant que ne s'élaborent des programmes politiques fascistes, il est bon de définir et comprendre exactement ce qu'est ce système, d'où il vient et où il va, afin de pouvoir plus tard discerner quels sont les vrais des faux programmes fascistes, les bons des mauvais, les sérieux des puérils. Cette étude, on le comprend, doit être nécessairement abstraite et, à cause de l'ampleur du sujet, très condensée. Vous en tiendrez compte, je l'espère, pour m'accorder votre indulgence.

Fin d'une civilisation

Nous assistons en ce moment à l'effondrement d'une civilisation qui a dominé le monde depuis la Révolution Française. Cette civilisation est celle de la démocratie libérale. Elle sombre dans un chaos indescriptible, dans un tumulte de souffrances, de misères, de perturbations sociales, de bouleversements politiques, de maux économiques, de divisions internationales et de dissensions religieuses comme jamais l'humanité n'en a été témoin. Sur les ruines de cette démocratie libérale, dont la structure vermoulue cède graduellement dans tous les pays, commence de surgir, dans un gigantesque enfantement douloureux et lent, la naissance d'un monde nouveau. Et, comme le monde moderne qui agonise, le monde nouveau ne pourra revêtir que deux aspects, mais plus précisés et plus avancés: celui de gauche et celui de droite, jusqu'au jour où, dans un colossal combat mondial, l'un des aspects essaiera d'absorber et annihiler l'autre. Ce sera alors la dernière bataille, avant-coureuse de la fin des temps. Acteurs obligatoires dans le drame solennel et émouvant que nous réserve notre époque, nous n'avons pas le droit de nous contenter du rôle de témoins et de chercher dans l'inaction un refuge pour notre indifférence, notre tiédeur ou notre frayeur. Si peu que nous ayons de convictions, il va falloir les défendre, car l'ennemi qui les attaque est sans repos et sans pardon. Et le danger devant lequel nous sommes lancés pour un combat décisif, avec toutes les autres races chrétiennes, est d'un caractère et d'une gravité tels qu'il nous va falloir combattre non seulement pour triompher, mais pour que l'ennemi soit définitivement mis hors

d'état de nuire dans l'avenir, et pour que nous puissions cheminer sans contrainte vers la fin ultime qui nous est dévolue, comme collectivité et comme individus.

La véritable crise

La crise économique qui atteint si cruellement le monde entier n'est que l'aspect extérieur et superficiel de la crise plus profonde qui secoue le monde et menace les fondements mêmes de la civilisation chrétienne. A un moment donné, nous nous sommes engagés dans la voie, séduisante mais fausse, du matérialisme, parce qu'elle brisait l'armature spirituelle de notre société occidentale, et cette voie nous a conduits au désastre.

Un simple coup d'oeil sur les quatre derniers siècles nous permet de comprendre l'effroyable revirement qui s'est opéré dans l'esprit humain, et le renversement des valeurs réelles dans l'appréciation humaine.

Les stages de la déchéance

Le moyen-âge fut, en Occident, l'apogée de la civilisation chrétienne. L'autorité, reconnue et acceptée comme de droit divin par les peuples, était stable et efficace; les luttes de classes étaient inconnues; les travailleurs, organisés en corporations et en guildes, jouissaient d'une justice et d'un bonheur qu'on ne connaît plus; la vie nationale était surtout rurale, c'est-à-dire plus conforme aux véritables instincts de l'homme et aux lois naturelles. Le moyen-âge fut l'ère de la grande philosophie et du plus pur humanisme; il se termina en apothéose avec l'époque classique, qui connut le plus beau siècle de la sculpture, de la peinture, de la musique, de la littérature qui, toutes, s'adressaient aux plus belles facultés de l'esprit.

Immédiatement après, on ne s'adresse plus aux fortes facultés ni à l'esprit pur, mais aux faiblesses de la raison et au sentiment. L'école des Encyclopédistes masque d'un voile de scepticisme les valeurs spirituelles, et le monde descend l'échelle vers le romantisme. Le sentiment, faculté secondaire, domine les arts. Les premières valeurs spirituelles étant écartées, les troubles matériels surgissent: révolutions, négation de l'autorité de droit divin, anticléricalisme, proclamation de l'égalité des hommes qui amène les luttes de classes. Le culte de la matière, dans lequel on verse à mesure que se développent les sciences et que se multiplient les inventions, tend graduellement à supplanter le culte de l'Immatériel.

Puis, de l'époque romantique à nos jours, l'humanité descend l'échelle avec une rapidité effarante, et l'on en arrive à la destruction ouverte des religions, aux luttes de classes les plus passionnées, à la croyance en la seule puissance de l'or

et de la matière; la création défie le Créateur. Les arts, nés dans le rythme, l'équilibre, le respect de la mesure, de la ligne et de l'harmonie, deviennent un épouvantable désordre de cacophonie, de dissonance, de déséquilibre et de sauvagerie véritable qui ne s'adressent plus à l'esprit ni même au sentiment, mais aux nerfs et aux instincts destructifs de la bête humaine.

A la croisée des chemins

Le libéralisme de la Révolution Française affirmait l'égalité et le nivellement d'une humanité divinisée par elle-même, autonome, indépendante, ne recevant de lois que d'elle-même et ne se devant qu'à elle-même. Ce ferment anti-chrétien, niant toute divinité en-dehors de l'homme lui-même, a matérialisé et bestialisé l'humanité. Celle-ci en est aujourd'hui rendue à la croisée des chemins, où elle doit décider si elle va continuer sa descente vers un matérialisme absolu, une destruction définitive des religions, une république qui englobera toutes les races sous un même pouvoir central; ou si elle va effectuer un retour vers le spiritualisme, vers la conscience religieuse et nationale, et se débarrasser des liens qui enchaînent déjà une grande partie des populations au matérialisme.

La question se pose, devant le monde entier, devant chaque pays en particulier. Il va falloir y répondre, pour nous comme pour les autres. Et, à cette question, il n'y a que deux alternatives possibles: le fascisme ou le socialisme. Il n'y a pas à songer à la démocratie, parce qu'elle est faite de l'idée libérale qui forme l'essence du socialisme, parce qu'elle est moribonde et expirante, parce qu'elle a fait fausse route, parce qu'elle a misérablement failli, parce qu'elle a provoqué la crise et le chaos dans lesquels le monde se débat présentement et dont il veut se dégager.

Seulement deux alternatives

Il n'y a donc que deux seules alternatives: détruire toute spiritualité, tout sentiment national et religieux, toutes traditions passées, et c'est alors le socialisme; ou effectuer un retour à la spiritualité, au sens national et traditionnaliste, et c'est le fascisme. Avant d'entrer dans l'explication de ces deux modes politiques et sociaux, il est bon d'étudier comment il se fait que nous sommes en présence de pareil problème, et quelles en sont les causes véritables.

Toutes les philosophies s'accordent à dire que les modes politiques sont la forme extérieure de l'état d'esprit des peuples. Et tous les penseurs s'accordent sur cet axiome que: la politique n'est, en somme, qu'une question de race et de religion. La politique définit quels doivent être les rapports entre l'individu et

l'Etat, entre l'individu et ses semblables, entre l'Etat et l'étranger. Mais avant de connaître ces définitions, il est absolument nécessaire de définir ce qu'est l'individu lui-même. Et cela nous conduit à une question élémentaire du petit catéchisme.

La clef de tout le problème

L'homme est-il un être composé d'un corps transitoire et passager, et d'une âme immortelle qui doit atteindre à Dieu ? Ou bien l'homme est-il simplement un animal sans âme, qui n'existe que durant le court temps d'une vie humaine et qui, alors, doit jouir le plus possible de la vie présente sans souci d'un au-delà ? Il y a la réponse chrétienne, qui enseigne l'existence de l'âme et qui fait de la vie présente *un moyen* d'atteindre à la vie éternelle, et *non une fin* en soi. Il y a la réponse antichrétienne, qui nie cette définition. C'est pourquoi, il ne peut y avoir pour l'Etat que deux façons de définir quels doivent être les rapports internationaux, nationaux et sociaux des individus, de faire des lois et des règlements à leur sujet: en tenant compte de l'âme humaine et des soins qui lui sont dûs, ou en niant l'existence de l'âme et en ignorant toute préoccupation à son sujet.

Les gouvernements sont faits pour administrer des hommes. S'ils reconnaissent que l'homme a une âme, ils admettent l'existence et la priorité nécessaire de la question religieuse. S'ils n'admettent pas l'existence de l'âme, ils affirmeront l'inutilité des religions et travailleront à les détruire, comme le font les gouvernements de Russie, d'Espagne et du Mexique.

Des conséquences logiques

Ainsi, l'on voit que la question politique, qui régit des êtres dont elle reconnaît ou méconnaît la spiritualité est fondamentalement et avant tout une question de religion ou d'irreligion. De façon ou d'autre, la religion et l'irreligion sont des conclusions normales, logiques et conséquentes de la définition que l'on fait de l'être humain. La politique, comme tout ce qui se rapporte à la gouverne des êtres humains, est donc une question de foi. Toutes les autres questions qui se rattachent à la politique sont accessoires et secondaires, puisque le rôle de la politique est moins d'administrer que de guider, gouverner et diriger.

La question de race

La question de race elle-même n'est, au fond, qu'une question de religion. Il y a, dans chaque race, un code d'éthique, un genre de vie, une particularité de moeurs, un ensemble de

traditions qui sont basés sur une seule chose: la façon dont les membres de cette race se sont comportés entre eux, socialement et individuellement, depuis les origines de cette race. Et cette façon de se comporter n'a trouvé sa raison d'être, sa justification et sa discipline que dans des préceptes religieux reconnus et admis par la race.

Malgré ces vérités élémentaires, la politique démocratique libérale, depuis la Révolution Française dont elle est issue, n'a cessé de s'attaquer à la race et à la religion, essayant par tous les moyens imaginables de les dissoudre, d'usurper leur autorité, de les remplacer par une forme de tyrannie matérialiste. D'où vient donc ce levain anti-religieux et anti-racial qui se répand sur le monde, quelle est la source de cette contagion, d'où part-elle, qu'est-ce qui l'inspire et l'anime ? Dans ses mémoires, Steed a écrit qu'aucun homme, qu'il soit philosophe, écrivain politique ou diplomate, ne peut être considéré comme mûr ou comme connaissant les premiers éléments de la question mondiale s'il n'a étudié à fond la question juive. Repassons donc rapidement cette question, pour voir si nous y trouverons la réponse que nous cherchons.

Avilissement de la race juive

Dans l'antiquité Dieu fit un pacte avec la race juive. Cette race était tellement dégénérée, sale, déchue, que l'Eternel, dans son infinie miséricorde, crut devoir faire plus pour elle que pour toute autre race. C'est ce que permet de conclure la lecture attentive de l'Ancien Testament, dans lequel les justes et les saints sont tellement rares, en vingt siècles d'histoire, qu'ils forment la faible exception qui confirme une règle générale de corruption. Dans le dessein de relever cette race, Dieu lui promit que Son Divin Fils, le Messie, sortirait de ses rangs. Ainsi le Sauveur, pour vraiment subir les dernières humiliations, ne devait pas seulement naître parmi les animaux, dans une étable, mais il devait voir le jour parmi la race la plus avilie du monde. Cette faveur divine aurait dû convaincre les Juifs de s'améliorer mais, tout au contraire, ils ne firent que descendre plus profondément dans leur dégénérescence.

Cette race ne fut jamais déiste. Le décret d'Aman, sous Assuérus, nous fait voir à quel point de matérialisme elle était rendue, et quel péril religieux, national et politique elle était pour le pays. Ce qu'Aman leur reprochait a été reproché aux Juifs de tous temps, sous les pharaons, sous les empereurs romains, à travers tout le moyen-âge et jusqu'à nos jours. Jamais, nulle part, on ne se plaint de la religion des Juifs, mais partout et toujours de leur matérialisme.

Engeance matérialiste et satanique

Les Juifs, à cause de leur profonde bassesse, ont justifié de la Miséricorde divine des interventions extraordinaires. Mais cette race était si peu déiste que, chaque fois qu'un messager de Dieu lui était envoyé, elle l'assassinait. Les écrits des prophètes sont déistes mais les Juifs, en regard de ces écrits, ont posé des actes de répudiation et d'assassinat. Au moment où ils étaient le plus près de Dieu, sous leur grand chef et prophète Moïse, les Juifs nous prouvent leur profond athéisme. Ils venaient d'être témoins des dix plaies d'Egypte, ils venaient de voir la main de Dieu dans leur passage de la Mer Rouge, ils venaient d'entendre le tonnerre de l'Eternel promulguant la Loi sur le Sinaï, mais cela ne les empêcha pas d'élever une idole au véritable dieu de leur coeur: le Veau d'Or. Passe encore pour les prophètes. Mais que firent-ils quand Dieu leur envoya son Fils, qui fît devant eux des miracles et des prodiges capables de détruire tout doute et tout scepticisme ? Ils s'acharnèrent contre Lui dès sa naissance, Le poursuivirent durant toute sa vie publique et ne furent satisfaits que lorsqu'ils L'eurent fait assassiner, demandant que son sang retombe sur eux et toute leur descendance, malgré le juge et gouverneur romain qui Le proclamait juste et innocent. D'eux-mêmes, volontairement, ils rompirent avec l'Eternel, et prouvèrent au monde que, si Dieu leur avait fait des messages particuliers et des faveurs uniques pour les sauver, leur avait envoyé (et à eux seuls) ses prophètes, ses législateurs, son Fils, cette "race au cou roide" avait toujours été réfractaire à toute divinité et ne pouvait jamais prendre parti pour Dieu. Aussi comprend-on mieux, quand on a lu l'atroce et sanguinaire histoire des Juifs, ces paroles de Jésus-Christ à leur sujet (Saint Jean, VIII) : "Vous ne me reconnaissez pas parce que vous n'êtes pas de Dieu; je suis d'en-haut, et vous, vous êtes d'en-bas; si vous étiez de mon Père, vous me reconnaîtriez; mais votre père, à vous, c'est le diable, père du mensonge, qui fut homicide dès le commencement, et vous faites son oeuvre". On comprend aussi pourquoi cette race sataniste, à qui Dieu a vainement communiqué tous les messages de la divinité, a proscrit et poursuivi les apôtres, a inspiré les persécutions chrétiennes, les schismes et les hérésies, pourquoi elle inspire, dirige et exécute, de nos jours, les abominables persécutions contre tout ce qui est chrétien en Russie, en Espagne, au Mexique et dans d'autres pays socialistes, comment la juiverie tente en ce moment de crucifier la chrétienté sur une croix d'or, comme elle a crucifié son Fondateur sur une croix de bois.

L'écho du cri luciférien

Les Juifs sont les enfants de Satan, ils font l'oeuvre de leur père, a déclaré Jésus-Christ dans son terrifiant jugement. Quelle est la caractéristique de Satan ? Le désir de l'émancipation, de la liberté. "Je ne servirai pas !" fut son premier cri de révolte contre l'ordre établi par Dieu lui-même. Cette caractéristique luciférienne est aussi celle des Juifs, les enfants de Satan. Comme leur père, les Juifs ne veulent rien servir, ni la Gentilité, ni un drapeau, ni un souverain, ni une patrie, ni aucun ordre établi, ni aucune loi existante, ni aucune autorité régulière. Comme leur père, les Juifs demandent l'émancipation, la liberté. Emancipation de tout ce qui n'est pas Juif ! Liberté de poursuivre leur oeuvre sataniste.

Nombreux sont les auteurs juifs qui ont tenté d'approfondir les causes de l'éternel esprit de révolte des Juifs. Kurt Munzer, Oscar Lévy, Bernard Lazare, Werner Sombart, Elie Eberlin et plusieurs autres penseurs juifs ont vainement demandé, dans leurs livres, pourquoi la race juive, contrairement à toutes les autres races, est une rebelle indomptable, une révoltée incurable, une éternelle mécontente, mais n'ont pas trouvé de réponse satisfaisante. Si l'on réfléchit un seul instant à la parole du Christ, la parole de vérité et de lumière: "Les Juifs sont les enfants de Satan, et ils font son oeuvre", on comprend très facilement comment ces "élus" déchus, ces Lucifers sur qui Dieu avait répandu plus de lumière divine que sur tous les autres humains, perpétuent au sein de l'humanité le cri de leur père, "élu" déchu comme eux: "Non serviam !"

Parce qu'ils n'ont jamais été déistes, les Juifs n'ont jamais su comprendre les messages de Dieu pour les sauver. D'un pacte spirituel, ils ont fait une entente matérialiste. Et, aujourd'hui comme hier, ils croient que leur ancien privilège de race-élue n'est qu'un privilège matériel qui leur donne le droit de dominer toutes les autres races; ils croient que les autres races, composées de goyim sans âmes, ont été créées simplement pour servir Israël et lui assurer la suprématie mondiale, ils croient qu'ils ont un droit de naissance à toutes les richesses de la terre et qu'ils sont les princes réels de ce monde. Leur Talmud le leur enseigne explicitement et perpétue en eux l'orgueil de leur père.

Barrières qu'il fallait renverser

Le rêve juif de la domination mondiale n'a jamais cessé un seul instant. Ce rêve doit, suivant les écritures juives, se couronner par la judaïsation de toute l'humanité. Cependant, des barrières énormes barraient aux Juifs la route de la conquête universelle. Ces barrières, c'était le christianisme, qui

proclame que le Messie est venu, qu'il ne faut plus l'attendre, que Dieu a déchiré le voile du Temple et remplacé par une nouvelle alliance universelle l'ancienne alliance avec les Juifs, que c'est le Christ-Roi et non Israël qui doit conquérir le monde; ces barrières, c'étaient les caractéristiques nationales de chaque peuple, caractéristiques établies sur des traditions chrétiennes millénaires. Il fallait renverser ces barrières.

Comment s'y prit la juiverie ? Elle fit comme son père Satan avait fait pour entraîner à sa suite les anges rebelles. Elle répandit chez les chrétiens le venin libéral, ce poison qui fait demander de l'émancipation et des libertés, qui fait lancer le cri "non serviam" contre l'autorité et l'ordre établis.

Les débuts de l'ère libérale

Bien préparée par la Renaissance, la Révolution Française apporta dans le monde le cri libéral, le cri sataniste de liberté qui détruisit une grande partie des libertés dont jouissaient jusque-là les Français, mais qui étendit tous les droits et privilèges de la citoyenneté française aux Juifs qui n'étaient ni de race française, ni de tradition française. Innombrables sont les auteurs juifs qui proclament que la Révolution Française fut l'oeuvre des Juifs et des sociétés secrètes qu'ils contrôlaient totalement, et que la Révolution Française, tout en leur assurant une forte emprise sur la France, établit la pierre angulaire de leur oeuvre de révolution mondiale.

Les Juifs dans toutes les révolutions

Le libéralisme de 1789 n'a libéré et émancipé que d'une seule chose: de l'autorité de droit divin et de l'autorité du christianisme ainsi que des devoirs imposés par l'idée chrétienne dans les manifestations publiques de l'individu, que ce soit dans le monde politique, dans le monde économique ou dans le domaine social. Ce cri de révolte libertaire et émancipatrice, de la France, s'est répandu dans le reste du monde, n'ayant toujours qu'un seul ennemi: le christianisme, et qu'un seul remède à lui opposer: le laïcisme et le neutralisme, formes préliminaires de l'anti-christianisme. Le même ferment judéo-libéral, en se répandant dans les pays d'Europe, a apporté partout le même cri luciférien "Non serviam" et la même méthode révolutionnaire. Et, dans les révolutions qui s'ensuivirent, au Portugal, en Russie, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en Turquie, en Espagne, en Grèce, etc., c'est toujours le Juif qui organise, qui finance, qui exécute, qui s'empare du pouvoir. Et, aussitôt que la prise du pouvoir l'a rendu suffisamment fort pour ne rien craindre dans le pays qu'il a usurpé, le Juif jette bas son masque, se montre tel qu'il est, terroriste, cruel, sanguinaire,

destructeur, et il s'empresse d'abattre définitivement les grandes barrières qui arrêtaient sa marche vers la conquête mondiale: les caractéristiques religieuses et nationales.

L'aboutissement final

Le libéralisme, cri de révolte contre l'autorité et la discipline chrétiennes (car, il n'est pas opposé à autre chose), n'est que le cri précurseur du socialisme. Ce dernier, comme les faits le prouvent abondamment, conduit inévitablement au bolchévisme. Et à quoi conduit en définitive le bolchevisme, avec son athéisme, sa destruction de toute idée religieuse et nationale ? Au culte de Satan, que l'on adore maintenant dans de nombreux cercles de la Russie soviétique. Tant il est vrai que le cri de révolte conduit au père de la révolte, que la juiverie fille de Satan conduit à Satan lui-même; que, pour les soi-disants athées et Sans-Dieu, la politique finit, comme partout ailleurs, pour aboutir à une question religieuse, la religion fût-elle celle du diable !

Le libéralisme est anti-spirituel

Les Juifs, et leur Talmud les force d'y ajouter foi, croient que les Gentils, ou goyim, sont des chiens sans âme. La plus récente des éditions du Talmud, publiée à Paris en 1932, sous l'autorité du Collège rabbinique de France, assimile les non-juifs aux animaux, dans presque tous ses chapitres. Si nous, Gentils, n'avons pas d'âme, il ne peut y avoir d'au-delà pour nous et il nous est donc absolument inutile d'avoir des religions; il nous est donc futile de dépenser de l'argent à édifier des églises, des couvents, des monastères, des collèges, des écoles confessionnelles, financer des missions et faire des oeuvres charitables, quand cet argent pourrait être porté dans les bouges, les théâtres, les cabarets, les antres d'agiotage et d'usure du peuple-élu ! Si nous, Gentils, n'avons pas d'âme, nous avons tort d'avoir des traditions et des aspirations à base religieuse, et il convient de les détruire ! Est-il étonnant alors que le libéralisme, dont l'unique source est la juiverie, s'attaque à ces aspirations et à ces traditions ? Est-il étonnant que le libéralisme fasse appel à notre tolérance pour ce qui s'oppose à notre héritage spirituel ? Est-il étonnant que le libéralisme nous demande de ne pas affirmer nos distinctions de race et de religion ? Est-il étonnant que le libéralisme réclame de nous un anonymat internationaliste plutôt qu'une identité nationaliste fermement affirmée ? Est-il étonnant que le libéralisme s'éloigne des principes immatériels inhérents à notre race et son histoire, pour n'imposer que des aspects matérialistes dans toutes nos manifestations ? Non, ce n'est pas étonnant, puisque

le libéralisme n'est qu'une idée juive inventée pour nous faire renoncer à nous-mêmes, au profit d'une race qui veut vivre dans toutes les patries nationales sans en reconnaître une seule comme sienne.

Le Juif n'ajoute rien à la richesse spirituelle ou matérielle d'une nation. Il arrive toujours en immigrant pauvre et, à force d'expédients malhonnêtes, finit par s'emparer de toute la richesse matérielle. Il se sert ensuite de celle-ci pour détruire, par de multiples organisations de propagande et d'action directe, la richesse spirituelle du pays. Dans le domaine spirituel, le Juif, matérialiste, ne peut gagner aucune bataille. Dans le domaine matériel, il les gagne toutes, parce qu'il joue de malhonnêteté avec des rivaux que leurs traditions et leur formation forcent d'être honnêtes. Aussi, le Juif ne voit-il la possibilité de sa conquête mondiale qu'en faisant descendre l'humanité dans le domaine matérialiste.

Ce n'est pas l'effet du hasard

Le Juif est la seule source de satanisme, d'anti-christianisme et de matérialisme, dans les pays civilisés. Il y a des personnes, cependant, qui disent que la question juive est un mythe, que les antisémites sont des hallucinés qui voient du juif partout, des toqués qu'une haine injustifiée, des intolérants qu'un fanatisme aveugle font crier sans raison contre les Juifs. Je ne vous demande pas de lire le Talmud, ni les innombrables livres écrits par les Juifs eux-mêmes sur leur plan de révolution mondiale et de conquête universelle, ni les proclamations de leurs chefs, ni leurs discours significatifs reproduits dans les publications juives. Voyez simplement ce qui se passe aujourd'hui dans le monde entier; voyez quel est le but du bolchevisme, qui le propage, qui le conduit; voyez quels sont les chefs révolutionnaires de tous les pays; voyez quels sont les prophètes du socialisme et quels groupes le répandent; voyez quels sont les maîtres de la finance mondiale, de la presse mondiale, du commerce international; voyez quels sont les assassins du clergé chrétien et les destructeurs des institutions chrétiennes dans les pays communistes et socialistes; voyez comment les Juifs contrôlent les plus grandes organisations du monde, dans leur lutte actuelle contre le gouvernement hitlérien d'Allemagne. La domination mondiale juive, un rêve ? Mais, ouvrez les yeux, et demandez-vous si c'est par simple hasard que 90% du gouvernement de Russie, 60% du gouvernement d'Espagne sont Juifs; si c'est par hasard que Masaryk, élu président à vie de Tchécoslovaquie, est un Juif; si c'est par hasard que DeValera et Briscoe, les maîtres de l'Irlande, sont des Juifs; si c'est par hasard que Irigoyen, président de la République Argentine, était juif; si c'est par hasard que Venizelos, maître de la poli-

tique grecque, est un demi-juif; si c'est par hasard que le dictateur de la Turquie, Mustapha Kemal, est un Juif originaire de Salonique; si c'est par hasard que le général Cohen, qui porte aussi un nom chinois, est le maître de la Chine soviétique; si c'est par hasard que Hymans et Vandervelde, les maîtres de la politique internationale de Belgique, sont des Juifs; si c'est par hasard que le ministre de la Justice du Danemark, le plus influent chef politique du pays, est un Juif; si c'est par hasard que les trois premiers aviseurs imposés à Roosevelt par la banque internationale: Morgenthau, Baruch et Warburg, sont trois Juifs; si c'est par hasard que Sir Herbert Samuel, chef du principal parti libéral d'Angleterre, et ses premiers lieutenants, sont des Juifs; si c'est par hasard que, avant l'ère hitlérienne, les gouvernements d'Allemagne étaient de forte proportion juive; si c'est par hasard que la Mandchourie, jusqu'à l'an dernier, était totalement aux mains de Juifs; si c'est par hasard que l'Australie, la France, une dizaine de républiques de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale, La Havane, la Roumanie, la Suisse sont de simples instruments entre les mains des Juifs, qui y contrôlent toute la vie politique et économique. La juiverie commande déjà directement à plus de la moitié du globe. Et tout cela ne serait que simple coïncidence, pur hasard ? Non, c'est la preuve tangible de l'exécution d'un vaste plan de conquête, conquête qui s'étend sans cesse avec chaque révolution, avec chaque emprunt consenti par la banque internationale de l'or, conquête qui se consolide davantage à mesure que le libéralisme juif, que le socialisme juif, que le matérialisme juif sont répandus par mille moyens différents dans l'esprit des masses.

Une question basique

La juiverie, à cause de son essence même, à cause de ses instincts destructifs, à cause de son immémorial atavisme de corruption, à cause de son sentiment exclusivement matérialiste, voilà le grand danger, le seul, l'unique, tant pour le matériel que pour le spirituel des peuples. C'est pourquoi la question juive doit être à la base de tout véritable fascisme, de tout mouvement sérieux de régénération nationale. Autant il est nécessaire pour les réactionnaires de détruire toute influence juive et tout juivisme, autant il est nécessaire pour le socialisme d'avoir des chefs juifs. Dans tous les gouvernements socialistes, dans tous les groupes socialistes, les principaux chefs et inspirateurs sont juifs, en quelque pays que l'on regarde, car ces mouvements juifs ne pourraient réussir avec une direction non-juive. De même, les véritables dirigeants du libéralisme sont juifs, pour les mêmes raisons. Et ceux qui ont étudié cette question à fond n'ont pas été surpris de voir, tout dernièrement,

le Juif Sir Herbert Samuel, chef du libéralisme britannique venir conférer privément avec l'hon. W.-L. Mackenzie King, à Ottawa, pour lui transmettre ses mots d'ordre.

Philosophie à détruire

Les antisémites n'ont pas de griefs personnels contre les Juifs pris isolément. Ce qu'ils veulent détruire, c'est la philosophie libérale des Juifs, parce que cette philosophie est l'antithèse et l'ennemie de la philosophie chrétienne, et parce que l'organisation internationale secrète des Juifs est le système politique de cette philosophie destructrice. Et comme les Juifs malgré toutes les qualités que les meilleurs d'entre eux peuvent avoir, sont les propagateurs de cette philosophie et les instruments de ce système, ils doivent, dans les pays chrétiens, être placés dans un état tel qu'ils ne puissent consciemment ou inconsciemment, poursuivre leur oeuvre de satanisme.

Le moyen-âge et le ghetto

C'est parce que les Juifs étaient contenus dans leurs ghettos et mis hors d'état de nuire, durant le moyen-âge, que cette époque fut si brillante, si policée, socialement si pacifique, si positivement chrétienne. C'est pour la même raison que les Juifs, avec leur libéralisme, appellent le moyen-âge l'époque la plus obscure, la plus ténébreuse, la plus intolérante et la plus fanatique de l'histoire de l'humanité. Et, quand ils lancent ce qualificatifs, c'est toujours avec des allusions contre la chrétienté et ses chefs du temps. Depuis que le libéralisme a renversé les murs du ghetto et mis les anti-chrétiens d'Israël sur le même pied que les chrétiens, dans les pays chrétiens, on peut constater la rapide déchéance du spiritualisme, et parallèlement la rapide montée du matérialisme. Si longtemps que l'on cherche, il est impossible d'en trouver une autre cause que la présence du Juif et son action au sein de la société chrétienne. Et l'action anti-chrétienne du Juif a toujours été parallèle à l'action chrétienne, depuis le début de cette dernière, car au moment même où les apôtres et leurs disciples parcouraient le monde pour "enseigner toutes les nations", les Juifs, chassés d'Israël et dispersés sur toute la terre, niaient partout le messianisme du Christ et combattaient son oeuvre.

La question juive, avec ses multiples aspects et ses conséquences dans tous les domaines, est donc basique et fondamentale dans tout projet de restauration nationale et politique et elle doit être d'autant plus considérée que chaque axiome fasciste, nationaliste et chrétien trouve dans la philosophie judaïque et son action un axiome opposé qui tend à le détruire

Deux consciences différentes

La démocratie libérale a provoqué la plus grande catastrophe de tous les temps. Pourquoi ? Parce que l'esprit de révolte qui forme son essence réelle a imposé aux sociétés occidentales un genre de vie publique contraire et opposé à la vie privée et aux croyances personnelles des individus.

Dans sa vie privée, le chrétien croit à l'existence et l'immortalité de l'âme; le libéralisme a passé des lois qui ne répondent pas à cette croyance fondamentale. Dans sa vie privée, le chrétien accepte un code bien défini de justice sociale et d'équité; le libéralisme a fabriqué une foule de lois, telles que nos lois des compagnies anonymes et des faillites, qui forcent l'individu à accepter publiquement une malhonnêteté que sa conscience réprouve. Dans sa vie privée, le chrétien croit au principe d'une autorité de droit divin, personnelle, responsable; avec son suffrage universel, le libéralisme lui impose une autorité anonyme, impersonnelle, irresponsable: l'autorité de la majorité du nombre. Dans sa vie privée, le chrétien croit à l'obligation de la pratique des vertus, et pardessus toutes, celle de la charité, base de tout christianisme; le libéralisme inspire des lois qui tendent à faire disparaître complètement la charité individuelle, en en faisant retomber la responsabilité sur l'Etat. Dans sa vie privée, le chrétien se soumet à la discipline d'un certain code de lecture, d'amusements, de récréations; le libéralisme, au nom de la liberté, fabrique des lois qui invitent l'individu à outrepasser impunément les bornes morales fixées par sa conscience. Dans sa vie privée, le chrétien croit à l'autorité patriarchale dans la famille, au droit de propriété; le libéralisme, dans ses législations, attaque et comprime l'autorité paternelle, crée des monopoles et des cartels qui tendent à annihiler, en l'absorbant, toute propriété privée. Et il en est de même de tout. Est-il étonnant que la démocratie libérale ait conduit au désastre et au déséquilibre quand on réalise qu'elle force l'individu à se comporter de façon contraire à ses convictions et ses principes; à avoir deux consciences différentes, l'une spiritualiste pour sa vie privée, l'autre matérialiste pour sa vie publique ? Non, car ce n'est que la conséquence de la définition que le libéralisme fait de l'être humain: un être purement matériel et sans âme, c'est-à-dire le goy défini par le Talmud. Sur la définition de l'homme, comme sur tout le reste, Talmud et libéralisme s'entendent parfaitement. C'est naturel, l'un et l'autre sont juifs !

Quand nous parlons de la démocratie libérale, nous parlons de tous les partis politiques, sans exception, qui ont accepté le système démocratique. Ces partis se rangent sous les deux appellations générales de libéralisme et de conservatisme.

Le "libéralisme économique"

Des chefs libéraux sincères ont commencé, depuis quelqu temps, de réaliser l'erreur libérale. Soit qu'ils ne voient qu'un partie du danger, soit qu'ils en voient la totalité mais n veulent en admettre qu'une partie, ils dénoncent présentemen ce qu'ils appellent *le libéralisme économique*. C'est futile e primaire ! Le libéralisme économique n'est qu'une consé quence de l'application du *libéralisme philosophique*. Le libé ralisme pur, le libéralisme intégral, le libéralisme philosophiqu en un mot, est le véritable et le seul mal; c'est le même libéra lisme qui, suivant ses applications, devient le libéralisme reli gieux, le libéralisme politique, le libéralisme social, le libéra lisme économique, le libéralisme internationaliste; partout, c'es toujours la philosophie libérale, la cause première, la puissanc agissante, l'idée inspiratrice, le principe dirigeant, dont toute les formes libérales ne sont que les conséquences. Quand le chefs de la chrétienté ont condamné le libéralisme, quand S Sainteté Pie XI a promulgué: "Le socialisme a le libéralism pour père et le bolchevisme pour héritier", ils n'avaient pas e vue la combinaison idiote que l'on dénomme depuis quelqu temps "libéralisme économique", mais la philosophie libérale le libéralisme *in se*.

Le conservatisme n'a pas répondu à sa mission

Quant au conservatisme tel que le représentent aujourd'hu nos partis conservateurs, il ne vaut guère mieux que le libéra lisme. Le conservatisme, en se soumettant au mode démocra tique et à toutes ses combinaisons, a absorbé et fait sienn l'idée libérale. La politique conservatrice est exactement l même que la politique libérale, au point de vue des principe philosophiques, et elles ne se distinguent que par des différence administratives. Les lois passées en ce pays par nos deu partis font l'affaire de l'un et de l'autre, et l'on n'a pas encor vu le parti conservateur ni le parti libéral altérer les lois d grande portée sociale qu'ils ont tous deux alambiquées dans l sens des principes de 1789. Notre grand parti conservateur assez franc pour arborer ses vraies couleurs, se nomme l "Parti Libéral-Conservateur du Canada" et, s'il présente de dangers moins immédiats et moins extrêmes que le parti libéra et le parti socialiste, il est tout de même libéral avant d'êtr conservateur, il partage la même doctrine que les deux autre sur les rapports qui doivent exister entre l'individu et l'Etat C'est pourquoi le parti conservateur, qui subit complaisammen les vieilles lois libérales du passé, ne saurait être le parti d l'avenir. Il partage dans les responsabilités du chaos actuel

avec le parti libéral, puisqu'il n'a pas su dans le passé répondre à sa mission véritable, qui était de détruire la philosophie libérale, et non de s'en nourrir.

Besoin de formules neuves

Ce dont chaque pays a besoin, et le nôtre en particulier, ce sont des formules jeunes et vigoureuses, qui pourront opérer un redressement et provoquer une renaissance. Les vieilles idées démocratiques sont des couleurs déteintes, un sel affadi; la vieille structure démocratique tombe de décrépitude, rien ne peut la relever; la démocratie libérale a fait ses preuves, elle n'a apporté que des misères et des malheurs. Le monde a fait fausse route, il faut changer de voie, les circonstances matérielles et l'état des esprits l'exigent. Aux foules qui cherchent et attendent une solution ne s'offrent, répétons-le, que deux alternatives: le fascisme ou le socialisme. La question a déjà été soumise sous d'autres formes: chrétien ou juif, Rome ou Moscou.

Le socialisme

Le socialisme, prêché depuis plus d'un demi-siècle, est plus connu que le fascisme, il a été plus étudié, plus commenté, il a fait ses preuves dans un plus grand nombre de pays. Il ne sera donc pas nécessaire de nous y attarder plus que de raison.

Le socialisme est la conclusion logique du libéralisme démocratique. Il en partage les méfaits, en les aggravant. Aucun auteur n'a plus laconiquement et plus clairement exposé les rapports de l'un et l'autre que S. S. Pie XI, dans la phrase citée tout à l'heure: "Le socialisme a le libéralisme pour père et le bolchevisme pour héritier". Le socialisme, c'est la question sociale injectée dans le libéralisme, qui en a préparé la discussion obligatoire en préparant et suscitant les luttes de classes. Un coup d'oeil rapide sur les accomplissements du libéralisme démocratique permettra de mieux comprendre comment est devenue nécessaire la conscience de la question sociale.

Faux principes qui servent de base

La démocratie, consacrée par la Révolution Française, a elle-même consacré les faux principes d'égalité pour tous et de liberté pour tout. Ces principes se sont imposés graduellement dans toutes les nations occidentales, avec des conséquences qui peuvent se résumer par ces mots: la perte réelle de la liberté. Les races nationales, sous la démocratie, ont perdu la suprématie terrienne de leur pays, par la liberté accordée aux étrangers de s'en emparer. Les religions nationales ont

perdu leur suprématie, par la liberté accordée à toutes les religions étrangères de devenir leurs égales. Les races nationales ont perdu leur suprématie nationale, par la liberté accordée à toutes les races étrangères de devenir leurs égales chez elles, avec la liberté de partager leurs droits, leurs privilèges, leur patrimoine. Les races nationales ont perdu leur suprématie financière, industrielle et commerciale chez elles, par la liberté accordée à tous les éléments étrangers de venir leur livrer compétition. En accordant une reconnaissance officielle aux étrangers, à leurs caractéristiques raciales et religieuses, la démocratie a nécessairement dû faire disparaître les protections dont jouissaient les races nationales, pour elles seules, sur leur territoire. Cette démocratie, et c'est là son seul caractère d'unité et de permanence, a eu partout pour résultat identique d'émanciper et relever le Juif, qui était en état d'infériorité civile, et de faire perdre aux races nationales ce qui constituait leur droit d'aînesse.

Corruption, principe d'autorité

Cette démocratie libérale a substitué à l'autorité réelle, personnelle et responsable des gouvernants, l'irresponsabilité des masses aveugles. En effet, dans la démocratie, la seule autorité est celle de la majorité du nombre, exprimée par le mode électoral. Cette majorité est une masse incohérente, anonyme, impersonnelle, ignorante et, à cause de ses vices mêmes, elle est plus tyrannique et plus despotique que n'importe quelle autre. Comme cette majorité est presque toujours le fruit de la corruption électorale, comme la masse est corruptible, comme l'élu responsable seulement à un groupe anonyme est placé dans des conditions qui le rendent plus corruptible encore, il s'ensuit que la démocratie ne vit que de corruption. Les conditions mêmes du mode électoral démocratique forment un inexpurgeable foyer de corruption.

Déséquilibre général et complet

Cette démocratie libérale, au lieu de guérir les maux dont les peuples souffraient, n'a fait que les aviver. Les classes riches sont devenues plus riches, et les classes pauvres sont devenues plus pauvres, à cause de la corruptibilité législative démocratique. Les classes rurales ont été violemment déracinées de leurs domaines, les classes ouvrières ont été plus durement enchaînées. A cause de son caractère, la démocratie n'a su former que des politiciens professionnels, au lieu de former des hommes d'Etat. Comme elle est elle-même un déséquilibre, la démocratie a complètement déséquilibré les parties constituantes de la nation, lançant les classes contre les classes,

antagonisant les forces différentes, avilissant la justice, ne faisant des lois et des dépenses profitables que pour les puissants du matérialisme.

Une révolte plus accentuée

Le socialisme, sous un aspect différent, continue le même état de choses. C'est une révolte plus accentuée, plus violente que la révolte démocratique. Au lieu de rétablir l'harmonie entre les classes désaxées, le socialisme veut l'abolition de toutes celles qui ne font pas son affaire. Parce que la religion est une soupape contre les abus, une protection pour toutes les classes, le socialisme veut l'abolition de la religion. Parce que le nationalisme est une protection pour les nationaux du pays contre l'invasion économique et sociale des étrangers, le socialisme veut l'abolition définitive du nationalisme, et son remplacement par un internationalisme opposé à tout intérêt national. Parce que le capitalisme a fait souffrir les masses pauvres, le socialisme veut l'abolition du capital. Parce que le libéralisme a encouragé de graves abus dans l'exercice du droit de propriété, le socialisme veut l'abolition de ce droit. Parce que la cellule familiale est la plus sûre protection pour les individus et pour les classes, même celles que le socialisme veut voir disparaître, le socialisme vise à la diminution, à la dissolution puis à la disparition de la famille, dont le libéralisme a déjà anéanti de nombreux droits. Parce que l'inégalité naturelle est la cause même de la multiplicité des classes, le socialisme, qui ne veut qu'une seule classe "standardisée", proclame l'égalité de tous, non seulement dans leur importance sociale, mais aussi dans le partage des biens (ou plutôt leur privation) et des responsabilités. Le socialisme ne veut qu'une seule classe: une classe d'esclaves sans âmes exploités par quelques tyrans prolétariens; c'est pourquoi il doit éliminer à tout prix, par le massacre ou autrement, tous ceux qui ne sont pas aptes au nivellement. On conçoit que l'aboutissement final de pareilles doctrines soit le bolchevisme, tel qu'il existe aujourd'hui en Russie soviétique. Et, comme des gens de formation chrétienne ne peuvent pas être les animateurs de pareilles erreurs politiques, sociales et religieuses, on comprend que, partout, ce soient des Juifs qui dominent le socialisme et le bolchevisme, comme ils dominent les hautes sphères du libéralisme mondial.

On se demande, parfois, comment il se fait que, mêmes socialistes, des Russes de Russie se laissent conduire par des Juifs; que des Espagnols d'Espagne, des Français de France, de Mexicains du Mexique, abandonnent leur sort entre des mains juives. Quand on examine le travail préliminaire ac-

compli par la démocratie libérale, on comprend plus clairement cet état de soumission des races nationales et chrétiennes aux chefs internationalistes et anti-chrétiens.

La séduction des paradoxes et des cris habiles

Le Juif, en tant que Juif, n'a aucun droit dans aucun pays; en tant que judaïsant, il n'a aucun droit au sein du christianisme. Pour franchir ces barrières autrefois insurmontables, le Juif a dû, par sa démocratie libérale, lancer des cris habiles, des paradoxes séduisants, des négations apparemment inoffensives que tous les partis démocratiques ont exploités contre les intérêts mêmes de tous les pays. Ces cris habiles furent ceux de "Pas de distinction de race et de religion", "Tolérance !", "Conciliation !". Ne nous distinguons plus comme nationaux du pays et adeptes de la religion nationale; ne nous affirmons plus comme Canadiens et chrétiens. Ayons la "tolérance" d'entretenir les mêmes sentiments à l'égard de ceux qui ne sont ni Canadiens ni chrétiens, afin de ne pas voir le danger qu'ils peuvent comporter; cherchons à nous les concilier, cédons à une poignée d'étrangers, pour la bonne entente ! Descendons du trône de nos droits religieux et nationaux, puisque l'étranger n'y peut monter à nos côtés ! Soyons tous en bas, mêlés les uns aux autres ! Car, si nous restons en-haut, forts de nos droits d'aînesse et de notre héritage, comment l'ennemi qui nous envahit pourrait-il nous subjuguer ? Il faut être avec lui, à son niveau, pour qu'il nous combatte et nous réduise. Voilà ce que nous a enseigné et demandé la démocratie libérale depuis un siècle; et nous avons été assez stupides pour écouter cet enseignement, pour nous y soumettre ! On le comprend mieux quand on sait que cette terrible doctrine, qui a livré notre or, notre commerce, nos droits aux Juifs, a été prêchée par les deux grands partis qui avaient charge de nous défendre, mais qui n'ont jamais négligé une occasion de nous trahir chaque fois qu'il s'agissait des étrangers. Ces partis de liberté nous ont fait déchoir et nous ont enchaînés, au lieu de nous donner la liberté. Ils ne l'ont donnée qu'aux étrangers, aux non-Canadiens et aux non-chrétiens, qui auparavant n'avaient pas de droits en ce pays. Et nous avons été subjugués à un tel point, en Canada, par nos politiciens professionnels, nos faux grands hommes, que nous n'avons plus le droit de lever les yeux sur les anti-nationaux et les anti-chrétiens, ni le droit de nous plaindre de leurs déprédations, au nom de la tolérance, au nom de la "non-distinction de race et de religion". L'accueil fait aux deux motions Auger à l'hôtel de ville, les deux tentatives de faire voter le Bill Bercovitch, l'insulte prodiguée par un député juif à notre archevêque lorsqu'il émit son opinion sur le défunt Bill David, les remarques et les suggestions du juge Désaulniers lors de la demande

d'injonction contre le "Miroir" et le "Goglu", les commentaires du premier ministre Taschereau à la suite de ces suggestions, la déclaration traîtresse de Camillien Houde sur les "droits" de la "minorité" juive, voilà autant d'avis, depuis trois ans, de ne pas faire en ce pays de distinctions de races et de religions, et d'avoir à renoncer à nos caractéristiques nationales et religieuses.

Le Juif, toujours seul à en profiter

La meilleure preuve que ces cris d'abdication ont été inventés seulement par les Juifs et pour les Juifs c'est que les autres races ne les font pas entendre, c'est que nos lois font des distinctions contre les Chinoises, contre les Hindous (pourtant sujets britanniques) ; c'est que les lois américaines font des distinctions contre les Asiatiques, entre autres les Japonais si civilisés, mais nulle part on n'en fait contre les Juifs qui sont les plus dangereux, les plus corrupteurs et les plus nuisibles de tous les Asiatiques.

Il est une chose qui devrait facilement ouvrir les yeux des sceptiques. C'est que partout où il y a des régimes socialistes, ce sont des Juifs qui ont le pouvoir et le contrôle. Ce n'est pas un effet du hasard. Et, quand un régime socialiste tombe du pouvoir, c'est en même temps la chute de la puissance juive. Durant les douze années que dura le régime socialiste-travailliste, en Angleterre, les Juifs avaient le contrôle du cabinet anglais. Depuis que le socialisme y a été renversé, il n'y a plus un seul Juif dans le cabinet anglais pour connaître les secrets du gouvernement britannique. Lorsque, par tactique, des Juifs pur-sang ne figurent pas à la tête d'un groupe socialiste, les chefs sont alors des demi-juifs ou des irreligieux anti-nationaux et internationalistes qui ne jurent que par les auteurs juifs, que par leurs maîtres juifs, et qui défendent la juiverie avec plus d'ardeur que les Israélites eux-mêmes. La permanence de cet état de choses défend de croire que ce sont là de simples coïncidences.

Doctrine de négation

Comme le libéralisme, le socialisme est l'adversaire du nationalisme et du christianisme, l'ennemi du droit de propriété et de l'autorité de la famille, l'ennemi de la loi naturelle en laquelle il refuse de reconnaître l'inégalité des hommes. C'est le libéralisme plus avancé, plus prononcé, plus rapproché de ses conséquences finales. Le libéralisme, en favorisant un capitalisme corrompu et qui dévorait tout, a fait disparaître une forte proportion de la propriété individuelle; le socialisme

veut faire disparaître toute propriété. C'est la doctrine de gauche, la doctrine de négation, qui nie tout ce qui découle des lois naturelles, divines et religieuses.

Il n'y a pas de "socialisme chrétien"

Contrairement à ce que certains illusionnés prétendent, il n'y a ni ne peut y avoir de socialisme chrétien. Ce mythe a été confondu par la plus haute autorité chrétienne, celle du Vatican, lorsque Pie X a condamné les erreurs du "Sillon". D'ailleurs, les grands doctrinaires du socialisme, entre autres Proudhon, Millerand, Jaurès, ont affirmé que toute prétention à un socialisme chrétien est aussi illusoire qu'idiote. Papes, évêques, rabbins, chefs maçonniques et socialistes admettent tous qu'il y a une incompatibilité absolue entre le socialisme et le christianisme. Il y a une sociologie chrétienne, une doctrine sociale chrétienne, mais pas de socialisme chrétien, dans le sens que tous les auteurs donnent au socialisme. La différence entre le socialisme et la doctrine sociale chrétienne est celle-ci: le socialisme prône exclusivement l'individualisme et repousse toutes les règles qui s'y opposent; la doctrine sociale chrétienne combat l'individualisme, force l'individu à appliquer la règle d'aimer son prochain comme soi-même et soutient fermement toutes les lois naturelles, divines et religieuses, parce qu'elles éliminent l'égoïsme par l'enseignement de la solidarité sociale, parce qu'elles condamnent l'individualisme par les ordonnances concernant le prochain. Pour pouvoir prôner l'individualisme comme le font le libéralisme et le socialisme, depuis 1789, il faut partir du principe que l'âme humaine n'existe pas. Aussi comprend-on que la doctrine sociale chrétienne ne puisse pas se concilier, en aucune façon, avec ces conceptions purement matérialistes.

Ces considérations nous feront mieux comprendre ce qu'est le fascisme, le but qu'il se propose et la procédure qu'il suit pour y parvenir.

Le Fascisme

Attaques contre la charité

Pourquoi les chefs de la chrétienté combattent-ils avec tant d'ardeur tout ce que le socialisme (héritier du libéralisme) proclame et revendique: abolition de la famille et des droits patriarchaux, abolition du droit de propriété, internationalisme, assurances sociales, égalitarisme et nivellement des individus, isolement et antagonisme des classes, abolition du capital, séparation de l'Eglise et de l'Etat, élimination de l'au-

torité religieuse dans la régie de la morale publique ? Non seulement parce que ces revendications portent atteinte à toute l'économie de droit divin et aux lois naturelles, mais encore parce qu'elles visent directement à la DESTRUCTION DE LA CHARITE, principe et base de tout christianisme. Faisons disparaître la charité, et le christianisme n'a plus sa raison d'être.

Quand un homme ne se devra plus à sa famille, à son épouse et à ses enfants; quand il ne pourra plus rien posséder et par conséquent sera dans l'impossibilité d'aider son semblable; quand les assurances sociales (inspirées par la franc-maçonnerie juive) auront enlevé aux hommes l'obligation individuelle de secourir les pauvres, les miséreux, les malades, les orphelins et les vieillards; quand l'internationalisme aura fait disparaître toute discipline nationale et toute obligation de dévouement envers la grande famille qu'est la patrie ou la race; quand la haine aveugle des autres classes sera suffisamment inculquée chez les individus pour ne leur permettre aucun bon mouvement envers les membres de ces classes; quand l'égalité naturelle sera suffisamment admise pour croire qu'il n'y a plus ni supérieurs ni inférieurs auxquels l'homme doit quelque chose; quand l'autorité religieuse, la seule qui régit la conscience individuelle, ne sera plus là pour garder la conscience vivante et éveillée, eh ! bien, je vous le demande, quelle nécessité, quel besoin y aura-t-il de parler devantage de charité ? Ce serait alors, si les races chrétiennes refusaient de réagir, le judaïsme talmudique universel que les rabbins nous prédisent tous les jours, puisque le Talmud ne reconnaît que le circoncis judaïsant comme "prochain" du Juif conquérant et, pour obtenir un sort raisonnable du Juif vainqueur, il faudra être devenu son prochain, c'est-à-dire Talmudiste, adepte comme lui de la religion de "son père, qui est Satan".

La cause véritable de la montée fasciste

Le Fascisme, devant le péril imminent, se lève en implacable ennemi du socialisme et de toutes ses conséquences. Cependant, il ne faut pas croire que c'est le péril du socialisme qui a causé et occasionné le fascisme. Il ne faut pas croire, non plus, que c'est l'exaspération de la guerre, comme on l'a dit pour l'Allemagne, qui a provoqué le fascisme, car l'Italie, qui était au nombre des pays vainqueurs, embrassa le fascisme dès le lendemain de la guerre. Comme le socialisme, le fascisme est né du désastre de la démocratie libérale, de son incapacité de régler les problèmes nationaux et sociaux, du mécontentement des foules dont la démocratie a délibérément méconnu les traditions et faussé les aspirations. Comme le socialisme, le fascisme est une révolte; mais, alors que le socialisme est

une révolte contre ce qui peut rester d'ordre moral et spirituel, contre les lois naturelles et divines qui n'ont pas encore été répudiées, le fascisme est une révolte contre le désordre social et économique répandu par le libéralisme. Comme le socialisme, le fascisme exige une autorité ferme et stable, avec cette différence qu'il la veut représentative de toutes les classes au lieu d'une seule, qu'il la veut réelle, personnelle et responsable. Si le socialisme, doctrine de gauche, est essentiellement négatif, le fascisme, doctrine de droite, est essentiellement positif. Si le socialisme est destructif et veut faire disparaître les derniers vestiges de la spiritualité, avant de construire son athéisme et son matérialisme, le fascisme comporte aussi un travail de destruction, destruction de tout le désordre accumulé par la démocratie moribonde, avant de construire son régime spiritualiste, qui doit imposer le respect de la charité dans toutes les manifestations sociales de l'individu.

Idée ni italienne ni allemande

Fascisme vient du mot italien *fascio,* faisceau. A l'origine du fascisme italien, la nouvelle formule était symbolisée par l'ancien faisceau romain, dans lequel on interprétait la hache comme le pouvoir souverain de l'Etat, et les faisceaux liés autour d'elle comme les différentes parties composantes de la nation: tous ces éléments étant solidaires, responsables et en étroite coopération avec l'autorité suprême de l'Etat. Le fascisme n'est pas plus une idée italienne ou allemande ou autrichienne ou roumaine que le socialisme n'est une idée française, russe, espagnole ou tchécoslovaque. Tous deux sont des idées mondiales, des théories politiques adaptables en n'importe quel pays. Le socialisme est une formule politique, sociale et économique qui rejette tout nationalisme et tout christianisme; le fascisme est une formule politique, sociale et économique qui s'appuie sur les deux bases du nationalisme et du christianisme. Le fascisme porte un nom d'origine italienne et, faute d'autre appellation, c'est le nom générique qui semble devoir lui rester, malgré les dénominations particulières qu'il porte suivant les pays. Quelles que soient les différences secondaires qu'il ait dans ses diverses manifestations, le fascisme est fondamentalement le même partout, comme l'est d'ailleurs le socialisme, avec ses multiples variantes suivant le pays ou la race qui l'adopte. Quelles sont les doctrines et les applications pratiques du fascisme dans les différentes champs de l'activité humaine ? C'est la partie la plus intéressante de l'étude que nous faisons ensemble ce soir.

Le fascisme et le pouvoir

Le fascisme n'admet pas que le pouvoir émane, dans l'État fasciste, d'une section du peuple ou d'une majorité électorale accordée à un parti politique, puisque l'Etat comprend tout le peuple. Il décrète que tout pouvoir vient de Dieu; que le pouvoir n'est pas un droit, mais un devoir qu'on ne peut revendiquer au nom d'un groupe, de certains intérêts ou voire de soi-même, mais seulement au nom de Dieu et de la vérité.

Le voeu et les aspirations du peuple doivent servir à renseigner le gouvernement sur les besoins du peuple, mais la popularité ne comporte par elle-même aucun titre au pouvoir. Cette différence avec la doctrine libérale paraîtra tout à l'heure plus claire lorsque nous étudierons le fonctionnement gouvernemental et électoral du fascisme.

Le fascisme considère que la loi humaine est un reflet de la loi divine, et que tout chef tire son autorité de la loi divine qu'il est chargé de faire respecter et d'appliquer. Mais, quelque haut placé que soit le chef, quelque grand qu'il soit, il reste lui-même soumis à cette loi, qu'il ne saurait enfreindre sans saper les bases de sa propre autorité. C'est pourquoi la conception fasciste s'oppose à la tyrannie du pouvoir démocratique issu de la majorité du nombre, comme à la tyrannie du pouvoir personnel absolu, puisque personne dans l'Etat fasciste ne peut être au-dessus de la loi. Un chef fasciste peut, en tout temps, être destitué par le grand conseil politique de la nation s'il trahit la charte qui a été confiée à sa direction, charte à laquelle il est le premier soumis et dont il doit être le serviteur modèle.

Qui doit décider la forme de gouvernement que l'Etat doit adopter, pour amener un régime fasciste ? A cette question nous répondons: quiconque est, en réalité, au moment du choix, l'autorité effective. Si une autorité nominale cesse de fonctionner, une autorité réelle doit être mise à sa place.

Le fascisme et l'Etat

Il suffira de donner la définition que Mussolini fait de l'Etat, définition identique à celle d'Hitler, pour savoir quelle conception s'en fait le fascisme.

"L'Etat tel que le fascisme le conçoit, dit Mussolini, est une entité spirituelle et morale, parce qu'il incarne l'organisme politique, juridique et économique de la nation, et cet organisme, tant dans sa création que dans son développement, est une manifestation de l'esprit de la nation. L'Etat n'est pas seulement le garant de la sécurité intérieure, mais il est aussi le gardien et le transmetteur de l'Esprit du Peuple, et cet esprit a été élaboré à travers les âges par sa langue, par ses

coutumes et par sa foi. L'Etat ne vit pas seulement dans l présent, mais aussi dans le passé et, pardessus tout, dan l'avenir. C'est l'Etat qui, transcendant les brèves limites de vies individuelles, représente la conscience immortelle de l nation".

En un mot, le fascisme considère que nos ancêtres on été nos coopérateurs pour établir le pays dans lequel nou vivons et que nous devons, à notre tour, coopérer avec no descendants. L'Etat fasciste est donc un Etat avant tout tra ditionnaliste, qui fait de la tradition son guide vers la réali sation des aspirations nationales. C'est pour celà que, san prescrire aucune forme particulière de gouvernement, le fas cisme cherche à éviter les défauts de la démocratie, en pré férant les intérêts PERMANENTS de la nation et l'incorpo ration de ses traditions et ses aspirations ETHNOLOGIQUE à n'importe quelle sorte d'agitation politique TEMPORAIRE En somme, le fascisme préfère l'ethnocratie à la démocratie Le gouvernement de l'Etat fasciste cherche constamment réaliser les intérêts suprêmes de la nation, tels que confirmé par une large consultation des opinions EXPERTES, à déter miner le peuple à toujours étudier et défendre l'intérêt nationa primordial et, s'il est nécessaire, à lui faire faire des sacrifice temporaires en vue d'obtenir des avantages plus durables.

Le fascisme et la religion

Le fascisme est une formule de redressement politique social et économique, et il ne croit pas que l'on puisse opére ce redressement sans tenir compte des racines profondes de l civilisation occidentale. Cette civilisation millénaire est l civilisation chrétienne. Elle a pour inspiratrice et pour guid la religion chrétienne, formatrice des individus. Comme le individus qui composent la nation doivent vivre suivant le principes de leur formation religieuse, il est indispensable qu l'Etat coopère étroitement avec la religion. Hitler est le gou vernant qui est allé le plus loin, à ce sujet. Dans sa premièr déclaration officielle comme chancelier, à Potsdam, il posai le principe politique suivant: "Le gouvernement de la Nouvell Allemagne est persuadé que la religion est *la seule base* d toute morale, de l'instinct de famille, du peuple et de l'Etat et il la défendra". C'est pourquoi, dans son programme déclar intangible pour toujours, Hitler a fait insérer le principe qu l'Etat doit être positivement chrétien, qu'il n'a pas le droi d'être neutre ou même indifférent et que, dans toutes ses légis lations, il doit non seulement éviter de venir en conflit ave la religion mais doit donner aux lois une attitude positive pou faciliter l'accomplissement des enseignements de la religion Le fascisme exige que l'instruction et l'éducation soient con

fessionnelles, à tous les stages. Le fascisme reconnaît que la religion est la dépositaire, la gardienne et l'interprète de la morale. Le fascisme, et la constitution de Potsdam le définit clairement, est le premier défenseur et soutien de la religion. Le fascisme répudie entièrement le rêve de l'homme divinisé et du paradis sur terre, rêve issu de la Révolution de 1789, et il veut imposer un retour aux principes de la pure tradition chrétienne. Et quand nous parlons de tradition chrétienne, il n'est aucunement question de ce qu'on pourrait appeler la bigoterie, le cléricalisme ou le puritanisme, puisque l'Etat est une forme de pouvoir purement laïque.

Le fascisme et l'individu

Le fascisme décrète, contrairement au socialisme libéral, que les individus sont naturellement inégaux. En vertu de ce principe, l'organisation sociale ne peut plus être individualiste; elle est entièrement sociale. L'individualisme est un crime qui est puni suivant les maux qu'il occasionne. L'individu, dans l'Etat fasciste, appartient à la classe à laquelle il est normalement dévolu par naissance, atavisme, éducation, aptitude et avancement personnel. Cependant, l'individu n'est pas abandonné à ses propres ressources, mais encadré et soutenu par des organisations corporatives.

Le travail est considéré par le fascisme comme un devoir social obligatoire pour tous les individus. Il ne tolère pas plus les paresseux riches que les paresseux pauvres. Et, dans tout ce qu'il fait, l'individu n'a pas le droit de s'occuper seulement de lui-même; il doit aussi s'occuper des autres. L'individu doit subordonner ses intérêts personnels à ceux du bien général et à ceux de l'Etat qui exerce l'autorité nécessaire. Il n'est pas seulement une unité indépendante, dans la nation, mais membre d'une communauté pour le bonheur présent et futur de laquelle il porte de graves responsabilités. Il peut, et même il doit avoir des intérêts personnels, mais il ne doit pas chercher son avantage dans une direction opposée à celle du bien commun. Il doit donc agir dans un esprit corporatif et patriotique. Sa vie, dans la société, doit se modeler sur les devoirs de sa vie individuelle dans sa famille, qui est naturellement corporative, guidée par une autorité permanente et stable, et dont l'Etat se fait le plus ferme soutien et défenseur. L'Etat considère la nation comme la grande famille nationale, extension de la petite famille, et il se fait le défenseur naturel de la grande et de la petite famille.

Cette doctrine faisait écrire à Harold-E. Goad, M.A., qui a particulièrement étudié la question :"Le principe fasciste, c'est le principe chrétien. Le fascisme forme un tout logique et n'est pas, comme on le prétend, un assemblage de théories

différentes. C'est le principe chrétien parce qu'il astreint tou homme à accomplir son devoir envers son prochain. Le socia lisme priverait l'individu du privilège de la charité, en rendan toute personne indépendante de son voisin, et dépendant seulement de l'Etat".

Le fascisme et les classes sociales

Le fascisme combat avec acharnement la lutte des classe sociales, suscitée par le libéralisme et avivée par le socialisme et il prend les moyens législatifs et économiques voulus pou la faire cesser. Il considère que toutes les classes sociales son nécessaires et que, au lieu d'être naturellement antagonistes elles se complètent les unes les autres.

Il faut admettre l'inégalité des classes comme des individus conséquence de l'inégalité naturelle, loi fondamentale de l: nature. Comme les roues d'un même rouage d'horlogerie, le différentes classes doivent fonctionner suivant un rythm coordonné, dans un mouvement d'ensemble, suivant un ordr et une harmonie qui assurent l'avancement et le progrès d toute la nation. Chaque classe accomplit sa fonction, dan l'organisme social; chaque classe a ses devoirs et ses droit propres qui forment sa tradition. A la haine de classe socia liste, comme à la tyrannie de classe du capitalisme, le fascism oppose une solidarité sociale basée sur une juste répartitior des droits et des devoirs. Dans chaque classe, le fascism reconnaît des hiérarchies, des élites personnelles et respon sables.

Le fascisme répudie le socialisme et accepte la doctrin sociale chrétienne. Il l'applique suivant un mode corporatif Tout, dans le fascisme, est basé sur cette idée corporative mettant chaque aptitude et chaque compétence à sa place nor male, comme dans une corporation industrielle ordinaire, ave cette différence que, plus un chef a d'influence et de puissance plus nombreux sont ses devoirs et plus rigoureux sont les comptes que l'Etat exige de lui.

Le fascisme et le droit de propriété

Le droit de propriété est sacré, dans l'Etat fasciste. Cependant, puisqu'il est reconnu comme un droit, il comporte des devoirs. Si le socialisme prêche que "la propriété, c'est le vol"; si le libéralisme proclame que "tout individu peut indistinctement faire ce qu'il veut avec ce qu'il possède", le fascisme proclame que la propriété privée est un dépôt que l'individu peut posséder et transmettre à ses héritiers sans taxe immodérée sur le capital, POURVU qu'il fasse un usage raisonnable de son privilège et qu'il développe à sa capacité

maximum, pour l'intérêt commun en même temps que le sien, cette part du sol national ou de capital ou d'industrie qui est laissée entre ses mains.

Le fascisme décrète qu'aucun homme n'a le droit de laisser une portion de bonne terre improductive pour de seules fins égoïstes de sport ou de plaisir; encore moins qu'un individu puisse appauvrir ses propriétés en les déboisant sans besoin ou en y occasionnant des foyers malsains par négligence de les drainer. Aucun propriétaire n'a le droit de laisser des maisons habitables tomber en ruines; s'il n'a pas le moyen de tenir sa propriété en bon état, le propriétaire doit la vendre, ou l'Etat se charge de la développer pour lui, moyennant rémunération. L'inertie ou la négligence de produire est considérée inexcusable pour tout possesseur de capitaux. Chaque fois qu'un possesseur de capitaux fait preuve de négligence ou d'incapacité, l'Etat fasciste prend charge de ce qu'il a. Personne n'a le droit de démolir une construction magnifique ou d'intérêt historique sans la permission du gouvernement. Personne ne peut vendre, pour exportation dans un pays étranger, des trésors artistiques, car ces trésors sont considérés comme partie de l'héritage national et ceux qui en sont les dépositaires temporaires ne peuvent les aliéner pour un gain personnel. L'Etat fasciste tient à garantir la propriété individuelle non seulement pour l'individu, mais aussi pour ses héritiers. Les mines, forêts, carrières et autres sources potentielles de richesses doivent être suffisamment développées, et l'Etat fasciste est prêt à aider par des prêts et de la main-d'oeuvre experte leur développement pour le meilleur intérêt collectif national.

L'Etat fasciste dirige un système de coordination du progrès national, et il empêche, à cette fin, toute surcapitalisation, la formation de nouvelles entreprises dans le genre de celles dont le pays est déjà suffisamment pourvu ou qui n'ont pour seul but qu'une compétition de coupe-gorge.

Si le fascisme se fait le défenseur du droit de propriété, dans toutes les sphères imaginables, il se permet d'intervenir lorsque le droit de propriété entre en conflit avec l'intérêt de l'Etat et le bien général. Le fascisme est conscient de son devoir primordial de *diriger,* et il accomplit ce devoir intelligemment, en coordonnant toutes les forces productrices de la nation. C'est ce qui peut lui permettre de contrôler la production, suivant les besoins naturels du pays et de ses marchés extérieurs, et restreindre toute surproduction basée sur des besoins artificiels spéculatifs. C'est donc opposer l'idéal de service au mercantilisme industriel et à l'idéal de production pour le seul avantage du profit, ainsi que protéger la propriété personnelle contre le capitalisme agioteur.

Le fascisme et le capital

Le fascisme établit une démarcation très nette entre le capital et le capitalisme. Le capital est un élément économique absolument indispensable pour la vie d'une nation. Le capitalisme est une tyrannie économique et sociale exercée par certains détenteurs de capitaux. La démocratie libérale est directement responsable de la tyrannie capitaliste qui a fini par rompre tout équilibre en absorbant la majeure partie du capital des nations, en exploitant cruellement les classes faibles pour augmenter sa puissance, en corrompant les partis politiques en sa faveur, en échafaudant tout un édifice de législations détrimentaires aux autres classes.

Le fascisme est peut-être plus fanatiquement anti-capitaliste que le socialisme, parce qu'il perçoit plus sainement les méfaits du capitalisme et les remèdes qu'il faut apporter aux maux qu'il occasionne. Parce que la chirurgie fait souffrir, ce n'est pas une raison pour abolir la chirurgie. Pourtant, telle est la logique du socialisme: parce que le capital a commis des abus, il faut abolir le capital ! Le fascisme a une façon plus intelligente de régler le problème.

Il se propose d'abord, par des lois préconisées dans ses programmes politiques, lois qui diffèrent suivant les lieux et les genres d'abus, d'écraser définitivement le despotisme et la tyrannie du capitalisme. Dans le domaine positif, il décrète que les rôles jusqu'ici maintenus doivent être renversés et que la finance doit cesser d'être la maîtresse, pour devenir la servante de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. La force inerte de l'argent doit être assujettie à la force vive des activités humaines.

Le fascisme pose aussi en principe que seuls le travail d'un individu ou une mise réelle de fonds peuvent rapporter des profits. C'est dire que le capital ne pourra plus être spéculatif, mais devra devenir purement productif. La spéculation sur des titres sans valeur réelle, sur des stocks de valeur fictive ou imaginaire, est ce qui cause la grande misère moderne et la maldistribution des richesses. Le capitalisme actuel exige de la nature et des classes travailleuses, des produits naturels et un travail humain qui sont compensés par des valeurs dont les trois quarts ne valent pas un sou.

Le fascisme considère comme un devoir de rendre le plus productif possible toute mise réelle de fonds dans une entreprise, mais il est en même temps déterminé à détruire l'exploitation des masses par les capitaux irréels, dont l'existence a été rendue possible par les lois démocratiques régissant les compagnies et les sociétés anonymes.

Les entreprises capitalistes devront tendre, dans l'Etat fasciste, à revenir à l'ancien *système des entreprises de famille,* et les chefs en seront entièrement responsables, devant

des lois rigoureuses. Le capital sera aidé et protégé, mais dans les limites de devoirs stricts et d'un esprit de juste coopération avec les activités qu'il devra servir.

Le fascisme et l'agriculture

Le fascisme considère l'agriculture comme la première, la plus importante et la plus vitale des industries nationales et lui accorde préséance, même dans la représentation parlementaire, où elle a droit à un plus grand nombre de représentants que toute autre industrie. Elle reçoit une aide équivalente à la considération qu'on lui porte. Le premier acte du fascisme est de spiritualiser l'agriculture, de la décentraliser et de la réorganiser sur des bases corporatives. Les détails de cette réorganisation, comme on le conçoit, font l'objet de programmes politiques qui viendront à leur heure. La colonisation, considérée comme l'un des aspects de l'agriculture, partage au même titre dans la considération de la première industrie nationale.

Le fascisme et les travailleurs

Comme tous les citoyens sont astreints à travailler, dans l'Etat fasciste, il s'ensuit qu'il y a des lois pour protéger les travailleurs de tous genres, de même qu'il y a des lois pour punir ceux qui ne veulent pas travailler. Ces lois vont jusqu'à défranchiser, comme anti-nationaux, les fainéants qui refusent de reconnaître le devoir du travail. Cependant, les travailleurs manuels, parce qu'ils en ont un plus grand besoin, ont une protection toute particulière. L'Italie a produit pour eux le plus remarquable code qui se soit jamais fait. Il porte le nom de "Charte du Travail" et, bien qu'il ne soit pas encore incorporé dans la constitution, il fait loi et a cours devant les tribunaux. Il faudrait lire toute cette Charte, monument de justice, d'équité et de bon sens, pour en révéler la valeur.

Cette charte règlemente la solidarité qui doit exister entre le capital, le travail, l'administration et le marchandage des produits. Elle décrète que le salaire de l'ouvrier doit non seulement être suffisant pour répondre aux besoins normaux de la vie, mais encore qu'il doit être proportionné à la valeur du travail pour lequel il est payé. Cette dernière clause permet de faire augmenter le salaire de l'ouvrier lorsqu'une machinerie plus efficace est installée dans une usine, car on considère que le travail prend une plus grande efficacité et une plus grande valeur avec une machine plus perfectionnée. C'est donc décourager chez l'employeur la mécanisation dont le seul but est d'éliminer ou avilir la main-d'oeuvre. La même charte comporte un mécanisme pour assurer le plus bas niveau possible des prix de vente, non seulement dans l'intérêt du commerce

d'exportation, mais aussi dans l'intérêt de l'ouvrier-consommateur.

Cette "Charte du Travail" considère donc et concilie le plus équitablement possible ces trois choses capitales: les plus hauts salaires possibles pour le travailleur; un niveau raisonnable de profit pour la direction et l'employeur afin d'assurer un courant constant de cerveaux et de capitaux vers l'entreprise; les plus bas prix de vente possibles afin d'étendre le commerce extérieur et de maintenir un coût de la vie peu élevé pour les consommateurs de l'intérieur du pays. Ces trois intérêts sont reconnus comme solidaires et complémentaires, d'importance égale pour les travailleurs, pour les employeurs et pour la nation. Négliger ou diminuer l'un des trois peut être fatal aux deux autres.

Ajoutons que la "Charte du Travail" régularise les heures de travail, décrète les congés de semaine, exige des vacances annuelles payées à plein salaire, et oblige l'employeur de payer une gratuité ou une pension proportionnée à la durée de service, lorsqu'un travailleur termine son contrat ou est démis de ses fonctions. La Charte pourvoit à des Bureaux pour le transfert des ouvriers d'une usine à l'autre, afin d'éviter le chômage; à des assurances spéciales oblgatoires contre les accidents industriels, le chômage involontaire, les maladies provoquées par certains métiers, assurances auxquelles l'ouvrier et le patron contribuent chacun pour la moitié. Le fascisme encourage, répand et soutient les syndicats de métiers, exigeant qu'ils soient de contrôle et de caractère national. A cause de son système parlementaire et des qualités exigées des représentants du peuple, le fascisme désire que tous les travailleurs du pays fassent partie des syndicats de métiers, associations agricoles, associations professionnelles ou autres organisations s'occupant des intérêts de leur profession particulière.

Le fascisme et les partis politiques

Le fascisme comporte l'abolition de tous les partis politiques. En réalité, il n'y a même pas de parti fasciste, sauf pendant le temps que dure encore l'ère démocratique, car le fascisme est un système gouvernemental et non un groupement partisan.

La situation canadienne nous prouve suffisamment que le régime des partis empêche tout gouvernement national. Que notre gouvernement soit libéral ou conservateur, c'est toujours le gouvernement d'une moitié de la population, l'opposition représentant l'autre moitié. Quelle unité d'action, quelle permanence de continuité, quelle stabilité réelle, quelle sécurité pouvons-nous avoir, avec un tel régime ? Aucune.

Le pouvoir, sous le régime démocratique des partis politiques, est basé sur la souveraineté du nombre, sur la majorité des voix, c'est-à-dire sur une masse anonyme, instable, incohérente et totalement irresponsable. Ce mode électoral prête à corruption et, de fait, n'est que corruption. L'autorité qu'il confère n'est que nominale, elle est toujours timide, toujours insuffisante.

Le suffrage universel, tel qu'il est pratiqué dans les pays démocratiques, est issu du faux principe de l'égalité de tous les citoyens. Et, quelque parti qui soit au pouvoir par le moyen du suffrage universel, il est incapable de gouverner. Le suffrage universel ne produit que des politiciens professionnels, susceptibles de corruption et capables de corrompre l'électorat de qui ils détiennent le pouvoir; il ne produit pas d'hommes d'Etat, sauf en de très rares exceptions. La qualité d'homme d'Etat exige des mesures de prévoyance, de sagesse et de sacrifice que la masse électorale ne consentira jamais. On n'obtient pas la sagesse en multipliant à l'infini le nombre des ignorances; et, sous le régime démocratique, la sagesse se résume dans le "non" ou le "oui" exprimé par l'ignorance générale, que l'on dénomme "suffrage universel".

Le fascisme n'a donc aucune confiance dans le système électoral démocratique, qui procède toujours par le mensonge des fausses promesses, ou l'intimidation, ou la corruption, et qui ne confère le pouvoir qu'à une classe ou un groupe d'intérêts de la nation. Les gouvernants qui doivent exercer des talents d'hommes d'Etat et une grande vision ne doivent pas être forcés de faire leur cour à la popularité, car ce n'est pas le nombre de voix en faveur d'une loi qui doit compter, mais la sagesse et l'équité de cette loi. C'est pourquoi, sous le Fascisme, les majorités ne veulent rien dire, à moins qu'elles ne soient des majorités d'hommes d'expérience et d'esprit patriotique.

Le fascisme et l'opposition parlementaire

L'opposition parlementaire est, aux yeux du fasciste, l'une des plus grandes futilités dont il convient de se débarrasser. Toute opposition parlementaire semble être un corps d'agitateurs salariés dont la tâche stupide est de retarder et entraver l'action du gouvernement au pouvoir, de mal représenter sa conduite et de critiquer les lois au point de créer dans l'esprit public des doutes sur leur justice et de diminuer le respect qu'elles devraient inspirer; et souvent, à cause des craintes que lui inspire l'opposition, un gouvernement néglige de passer des lois que les circonstances rendraient impérieuses. Le fascisme répudie l'erreur démocratique des oppositions parle-

mentaires et exige que tout soit avec et dans l'Etat, et qu'aucun groupe ne soit contre l'Etat.

Le gouvernement de parti est lui-même une source de gaspillage national, car son administration est toujours privée de grands et réels talents qui dépensent leur énergie dans des critiques artificielles et improfitables de la politique du gouvernement, gaspillant aussi le temps et l'énergie des ministres qui, à tout bout de champ, sont obligés de recourir à des moyens artificiels de défense et de contre-attaque. De plus, la nécessité de trouver des excuses, des justifications ou des explications pour les actes administratifs ne permet le succès parlementaire qu'à des avocats, dont la profession consiste en ce genre d'occupations, plutôt qu'à des hommes d'affaires d'une habileté pratique. L'inefficacité de la plupart des ministres dans la conduite de leurs ministères pourrait trouver une explication dans ce facteur psychologique, car on sait que les ministres sont ordinairement sauvés des impasses de leur vie publique par leurs subalternes.

Le Parlement fasciste

Le fascisme ne se contente pas de critiquer et souligner les graves défauts du système parlementaire démocratique, il offre mieux. Son système parlementaire est un système corporatif à base consultative, c'est-à-dire un système d'administration d'Etat fonctionnant comme une administration de compagnie ordinaire, le peuple étant appelé à faire connaître ses besoins à des époques déterminées, généralement tous les cinq ans. Le fascisme établit d'abord comme principe que le système représentatif n'est pas d'imposer la volonté d'une masse impersonnelle et aveugle aux hommes d'Etat en autorité, mais seulement pour que ceux-ci puissent prendre connaissance des besoins des diverses parties de la communauté. Et, sur ce principe, il échafaude le système parlementaire le plus logique, le plus pratique et le plus scientifique qui puisse satisfaire aux besoins modernes.

Comme le l'ai dit plus haut, le fascisme n'exige pas une forme identique de gouvernement dans tous les pays, et il n'est d'aucune nécessité de copier le système italien, ou allemand, ou autrichien. Cependant, comme le fascisme exige une forme gouvernementale corporative et une autorité permanente et stable pour l'Etat, il s'ensuit que tous les systèmes fascistes ont des affinités qui les rendent semblables dans leurs grandes lignes. Comme notre système gouvernemental canadien est copié sur le système anglais, je m'en tiendrai au système que désirent les Fascistes d'Angleterre. Vous me permettrez de citer textuellement ce que préconise à ce sujet l'Imperial Fascist League, de Grande-Bretagne.

"L'Etat Corporatif Fasciste peut être défini comme le Conseil Industriel Conjoint poussé à ses conclusions logiques. Les intérêts économiques de la nation sont groupés en trois grandes Confédérations:

1. La Confédération des employeurs;
2. La Confédération des employés;
3. Les travailleurs intellectuels (professionnels, artistes, etc.)

"Les unités qui composent ces Confédérations sont les associations d'employeurs, les syndicats ouvriers et les sociétés professionnelles. Elles sont formés en Fédérations de différentes catégories, telles que les fédérations de l'Agriculture, de l'Industrie productive, des Mines, du Commerce, du Transport sur terre, du Transport sur mer, de la Finance. Dans les unes et les autres, les Fédérations d'employeurs et les Fédérations d'employés restent distinctes et séparées.

"ECONOMIQUEMENT, les grandes Confédérations sont reliées par un organisme d'Etat, la Corporation pour l'industrie concernée. Toutes les corporations travaillent sous l'autorité spéciale d'un ministre des Corporations. Leur rôle consiste à voir à ce que les Confédérations fonctionnent en accord avec la loi, règlent leurs disputes mutuelles par la conciliation, coordonnent leur travail d'avancement et de bien-être, et règlent le chômage et les échanges de main-d'oeuvre dans la catégorie particulière d'industrie dont s'occupe la corporation.

"POLITIQUEMENT, les Confédérations, ou plutôt les Fédérations qui les composent, sont appelées à soumettre leur liste de candidats pour la Chambre des Communes, et bien que les employeurs et les employés choisissent un nombre égal de candidats pour représenter leurs intérêts respectifs, les différentes subdivisions de l'industrie ne sont pas traitées avec la même importance. Ainsi, l'Agriculture est traitée avec une importance nationale beaucoup plus grande que, par exemple, la Finance, et on lui accorde un plus grand nombre de représentants.

"Une fois dressées par les Fédérations, les listes de candidats sont soumises au Grand Conseil National, qui exerce le pouvoir sélectif d'amender ces listes. Les listes, ainsi amendées, sont alors soumises au vote d'un électorat qui comprend les membres des Confédérations et les personnes qui paient un certain minimum d'impôts et de taxes. L'électorat vote sur la liste globale. Si la liste obtient une majorité, ceux qui y figurent deviennent membres du nouveau Parlement; si la majorité vote contre la liste, une autre doit être dressée suivant la même procédure et soumise de nouveau.

"Ainsi, d'après ce procédé qui combine le pouvoir électoral et le pouvoir sélectif, la représentation à la Chambre des Communes se fait par catégorie industrielle; de sorte qu'un citoyen

devient député en tant que représentant d'une catégorie d'intérêt économique bien spécifique, et il n'a pas de comté ni d'électeurs en-dehors de cette catégorie d'intérêt. Voilà comment la Chambre des Communes devient un Parlement industriel d'experts pratiques. Et le député est toujours responsable à la catégorie d'intérêt qui l'a élu et qu'il représente.

"Le Souverain choisit son premier ministre, qui n'est responsable qu'à lui. Le premier ministre choisit ses ministres d'Etat, qui sont responsables, par lui, au Souverain.

"La Chambre Haute consiste en un certain nombre de membres nommés à vie, éligibles par leur éminence dans les affaires nationales. Ils ont nommés par le Souverain, sur l'avis de son premier ministre. Cette Chambre Haute correspond à la Chambre des Lords ou Sénat, alors que la Chambre Industrielle déjà nommée correspond à la Chambre des Communes, et le Grand Conseil National forme le gouvernement permanent de la nation.

"Les fonctions du Parlement fasciste sont d'abord de contrôler les limites générales dans lesquelles le Gouvernement peut agir, ce qui est rendu possible par son pouvoir de contrôle sur le budget, puis d'agir comme corps aviseur du Gouvernement".

"Le Grand Conseil National fasciste, ou gouvernement permanent, se compose de certains ministres, de hauts officiers des Corporations Economiques et d'autres personnes. Il est consultatif dans ses fonctions, coordonne tous les actes du régime fasciste et forme la dernière Cour d'Appel pour l'interprétation des lois. Il a le pouvoir de promulguer des lois par décret royal en certains cas d'urgence, mais le Parlement doit par la suite approuver ces lois, sans quoi elles deviennent alors désuètes et nulles. Lorsque le poste de premier ministre devient vacant, c'est le Grand Conseil National qui dresse la liste des candidats à sa succession et dans laquelle le Souverain doit choisir."

Ecole de sacrifice et de renoncement

C'est du haut en bas de l'échelle, le respect des hiérarchies, des valeurs et des compétences, puisque personne ne peut entrer dans le Grand Conseil, à la Chambre Haute ou à la Chambre Basse pour aucun autre motif que le mérite, la confiance et la dignité. C'est aussi, du haut en bas de l'échelle, une école de sacrifice et de renoncement. Hitler ne touche pas un sou de salaire comme chancelier d'Allemagne; Mussolini, qui dirige plusieurs ministères, est moins payé qu'un constable ou un facteur de Montréal. En Italie, une milice de deux cent cinquante mille jeunes gens; en Allemagne un groupe de quatre cent mille, tous déterminés à barrer la route au socialisme,

travaillent sans un seul sou de compensation, rémunérés par la conscience et le plaisir de faire quelque chose d'utile pour leur patrie. Les chefs fascistes et leurs ministres sont tous pauvres; les membres des grands conseils et une foule de hauts fonctionnaires ne reçoivent absolument rien, et le fascisme tient à constamment imposer une discipline nationale qui empêche de considérer le fonctionnarisme comme une source de richesse. La participation à la chose publique est considérée comme un devoir rigoureux pour ceux qui en ont la compétence, et c'est par centaines que l'on cite les exemples de personnes qui, à l'appel des chefs nationaux, ont abandonné des positions lucratives ou de hautes professions pour accomplir des tâches publiques très dures et fort peu rémunératrices dans la plupart des cas. Toutes ces personnes apprécient comme leur plus grande récompense l'honneur et l'estime dans lesquels les tiennent leurs compatriotes, et comme plus grande satisfaction la conscience de faire quelque chose de beau pour leur pays.

Le fascisme et la liberté

Le fascisme a des données très précises sur la liberté. Ces données sont, en résumé, l'opposé exact de l'interprétation apportée par la Révolution Française sur la liberté. La liberté n'existe pas, par elle-même, car c'est simplement la conséquence de la jouissance d'un droit. On est libre d'user ou non d'un droit, mais la liberté n'engendre aucun droit. Les socialistes et les libéraux en font un principe premier, justement pour placer sur le même pied que les nationaux d'un pays ceux qui sont totalement étrangers à ce pays et n'y jouissent d'aucun droit. Un Canadien a des droits, en Canada, et n'a aucune liberté à demander. C'est parce qu'il n'a pas de droits que le Juif, partout, fait appel à la liberté.

Il n'existe aucun droit qui permette de faire le mal, et par conséquent toute liberté à ce sujet est inexistante. Quant au bien, il a tous les droits et il n'est aucunement nécessaire de réclamer la liberté de le faire. De plus, le droit de se libérer du bien n'existe pas. On ne peut se libérer que du mal, et tout autre signification donnée à la liberté est fausse.

Qu'est-ce qui est mal, alors ? Le fascisme considère comme un mal tout ce qui peut attenter à l'unité nationale, aux traditions, aux coutumes, aux moeurs, au patriotisme, à la suprématie politique, économique et sociale des nationaux sur la terre que leur ont léguée leurs ancêtres; tout ce qui peut affaiblir ou amoindrir les institutions nationales et religieuses acceptées; tout ce qui peut entraver le progrès des nationaux dans toutes les sphères économiques, sur la seule terre où ils peuvent donner libre cours à leurs aspirations. La presse elle-

même est sujette à ces conditions, de même que la finance locale et étrangère, qui peuvent tout faire sauf ce qui vient en conflit avec le véritable intérêt des nationaux, auquel elles sont rigousement assujetties. Le droit de critique existe pour la presse, en Italie et en Allemagne comme partout ailleurs, mais une critique qui n'offre pas le remède au mal qu'elle dénonce, une critique qui n'a pas d'autre but que de diminuer la confiance dans les instructions dévouées à l'avancement du pays, une critique qui tend à compre l'unité nationale ou susciter des antagonismes de classes, sont sévèrement réprimées. Pareilles critiques, on le conçoit, sont au service de choses mauvaises, et le mal n'a aucun droit, dans l'Etat fasciste.

Le sujet britannique et le citoyen

Ces considérations nous amènent forcément au problème de la nationalité. Quels sont ceux qui ont des droits, en Canada ? Les Canadiens, me répondrez-vous. Qu'est-ce qu'un Canadien ? Est-ce qu'un Zoulou d'Afrique peut devenir un Canadien ? Les libéraux ont terriblement embrouillé ces questions, dans le passé, au point que très rares sont ceux qui peuvent y répondre.

Dans l'empire britannique, tous sont sujets britanniques, ayant droit à la protection des lois impériales et du drapeau britannique. Le titre de sujet britannique n'est pas un titre anglais, ni écossais, ni gallois, ni canadien, ni australien. C'est un titre purement impérial. Et un sujet britannique qui a *droit* à la protection britannique impériale n'a pas nécessairement un titre aux droits des Canadiens en Canada, ou des Australiens en Australie. Depuis que le Statut de Westminster a été passé, le Canada et les autres dominions sont des pays entièrement autonomes, égaux entre eux et égaux avec la Grande-Bretagne, n'ayant pour lien politique que la personne du Souverain, qui forme le principe actif d'autorité pour tous ces pays. Il s'ensuit donc que le Canada a des titres de citoyenneté pour ses nationaux, comme n'importe quel autre pays du monde. Le titre de sujet britannique accorde la protection royale, mais ne confère aucun droit national. Dans notre pays, il faut donc avoir plus que ce titre pour jouir de droits positifs: il faut être citoyen canadien. Je suis d'autant plus à l'aise pour parler dans ce sens que les Fascistes d'Angleterre, qui font d'immenses progrès de mois en mois, tiennent un langage identique au mien. "Un Hindou, disent-ils, aura beau être vingt fois sujet britannique, nous ne lui reconnaissons pas le droit de se dire Anglais et de venir, à la Chambre des Communes, faire des lois pour régir les Anglais chez eux. A plus forte raison éliminerons-nous le Juif, qui est le plus dangereux des Asiatiques". Dans la pratique, c'est d'ailleurs ce

que nous faisons en ce pays. L'Hindou est sujet britannique, et pourtant non seulement nous ne lui reconnaissons pas la citoyenneté canadienne, mais encore nous ne lui permettons pas de franchir nos frontières. Pourquoi faire exception pour le Juif, même celui qui vient ici sans être préalablement sujet britannique ? Il n'y a qu'une seule réponse possible, et nous l'avons constaté par d'autres considérations: le libéralisme n'a émancipé et affranchi que le Juif, et il est seul à en profiter, dans les pays qui ont imprudemment répondu à cette néfaste doctrine.

Il sera donc absolument nécessaire, dans l'avenir, de modifier nos lois de façon à faire une démarcation bien définie entre les titres de sujet britannique et de citoyen canadien. Le citoyen canadien est par naissance un sujet britannique, mais un sujet britannique n'a pas, par ce seul titre, des droits nationaux en Canada. Il faudra donc réparer une grave erreur que nous avons entretenue jusqu'ici et ne conférer le droit de vote, le droit d'éligibilité, le droit de représentation et le droit d'office public qu'aux citoyens canadiens, et non aux sujets britanniques. Ceux-ci seront protégés, suivant les exigences du droit naturel et du droit impérial, mais ils n'auront aucun droit national et public.

Pour être citoyen canadien, il faudra être ce que les Canadiens ont été jusqu'ici: des gens de race blanche, d'une ou l'autre religion chrétienne, parlant la langue anglaise ou la langue française. Et, par mesure de protection contre les dangers possibles de l'immigration future, il faudra, même pour ceux qui le sont déjà, faire une probation de plusieurs années comme sujets britanniques avant de devenir des citoyens canadiens jouissant de tous les droits politiques et civils.

Conclusions

Voilà, mesdames et messieurs, quels sont les principaux aspects, les doctrines et le fonctionnement du fascisme, la grande formule moderne de redressement, de régénération chrétienne, et de restauration nationale, politique, sociale et économique. C'est, en résumé, un retour énergique à la tradition, à la justice et la charité chrétiennes, en tenant compte des conditions de notre époque, des ruines accumulées par le libéralisme démocratique, et des besoins de l'heure; c'est l'affirmation intense des droits nationaux et religieux; c'est la lutte contre un matérialisme contraire à ce qui forme notre essence propre; c'est la destruction définitive de la fausse démocratie, qui a construit l'édifice social suivant des données qui ne correspondent pas avec les fondations du même édifice; c'est la libération de l'emprise juive sur le monde, du contrôle de notre héritage par les étrangers, de notre vie économique étranglée par des dictatures tyranniques.

Il faut un changement, non un changement superficiel, mais un changement radical de tout notre système politique. L'Etat ne doit plus se contenter d'être un simple administrateur des deniers qu'il perçoit, mais il doit reprendre son rôle de dirigeant, qui est le rôle le plus important, si nous admettons que nous avons des destinées nationales réelles et que nous devons y atteindre. Dans les mouvements populaires que tous peuvent étudier facilement, on discerne à ne pas s'y tromper un désir de changement dans le sens indiqué. Les masses populaires remuent partout et font entendre le même cri, dans chaque province, dans chaque ville, dans chaque village. Ce cri se traduit par l'expression populaire suivante: "Rouge ou bleu, c'est la même chose, il n'y a pas de différence. Que l'un ou l'autre soit au pouvoir, c'est toujours la même clique financière qui nous exploite, et c'est toujours le gouvernement, rouge ou bleu, qui soutient cette clique, la protège et lui permet de poursuivre l'oeuvre qu'elle a commencée". Ce cri de la foule, il ne faut pas s'y méprendre, indique que l'on n'a plus confiance dans la démocratie et dans son système politique. La démocratie, qui a créé les oligarchies financières et les dictatures matérialistes, est devenue leur esclave et elle est totalement incapable de les contrôler, encore moins de les détruire. Ce cri de la foule, et les partis politiques devront en prendre avis, pour orienter leur conduite, est un cri pour ce que seul le fascisme peut offrir. Dans le pays le plus démocratique du monde, aux Etats-Unis, le président Roosevelt, débordé par les aspirations de la foule et guidé par l'expérience de la catastrophe qu'a causée le régime démocratique, est forcé malgré lui d'osciller vers le fascisme; Dieu veuille que sa force morale soit plus grande que la force économique des Juifs, qui détiennent près de 60% de la richesse américaine.

La crise va continuer, car ceux qui l'ont déclanchée, après l'avoir préparée de longue main, ont intérêt à ce qu'elle se continue. La bataille qu'ils ont engagée va se poursuivre jusqu'au bout; ils ne desserront pas la contraction de leur or, paralysant tout crédit, et par conséquent tout commerce, toute industrie. Par des moyens extraordinaires, les chefs politiques pourront trouver des calmants temporaires, mais ils ne pourront guérir ni le mal ni ses causes. Seule la destruction du matérialisme abusif, par le fascisme, apportera le remède.

Le régime démocratique, et les partis qui le soutiennent, auront disparu d'ici dix ans. Les progrès que fait le socialisme dans l'Ouest canadien et les centres industriels d'Ontario, de même que le mouvement qui couve pour le fascisme dans tout l'Est du Canada, sont une preuve que la démocratie ne peut plus conserver ses positions et qu'elle n'est plus désirée, pas plus par les tempéraments de gauche que les tempéraments de droite.. Et ce mouvement s'accentue avec une rapidité qui, avouons-le, ne manque d'effrayer les chefs sérieux des vieux

partis politiques. Comme il faudra faire un choix entre les deux systèmes qui s'offrent: le socialisme et le fascisme, il importe de préparer les esprits en faveur du système qui convient le mieux à nos traditions et notre mentalité: le fascisme. L'élite, les chefs de groupes, ceux qui commandent l'attention des masses, portent en ce moment la plus grave responsabilité de toute notre histoire canadienne. De leur action dépendra la direction dans laquelle le peuple, aux grands moments de détresse et peut-être de panique, se lancera. C'est présentement pour eux un devoir impérieux, une pressante obligation, non seulement d'étudier et de se convaincre, mais d'user de toute leur influence pour faire pencher l'opinion du côté le plus conforme à nos traditions et nos aspirations véritables. Il n'est pas suffisant, pour tous les chefs responsables, de se contenter du rôle négatif et passif de dénoncer le socialisme qui lève, il faut prendre activement fait et cause pour sa contre-partie la meilleure; il faut se faire apôtre de la cause qui sauvera le pays. Car, à quoi servira tout notre bagage de traditions, à quoi serviront les bonnes doctrines, à quoi servira l'élite, s'il faut attendre que le socialisme s'empare du pays, chasse et détruise toutes ces grandes forces morales ? C'est aux heures du danger que le sentiment du devoir doit le plus héroïquement s'exprimer, et le sentiment du devoir s'impose plus rigoureusement pour l'élite, pour les chefs, que pour les masses incohérentes qui, elles-mêmes, demandent des chefs et des directions.

Il faut, en précurseurs de sa venue certaine, porter partout l'évangile fasciste, le seul qui pourra nous sauver et nous restaurer. Alors que le socialisme essaie de tuer le peu de foi nationale et chrétienne qui nous reste, le fascisme vient la réveiller. Car, le fascisme est essentiellement un mouvement de foi, foi dans la vérité et la justesse de nos traditions, foi dans notre mission nationale, foi dans notre race, foi dans notre caractère chrétien. Le fascisme, c'est le dégagement individuel et collectif du matérialisme, en même temps qu'une plongée dans les sources spirituelles de la nation. Le fascisme, c'est le refoulement de l'appel aux sentiments égoïstes et aux instincts inférieurs de l'homme, en même temps qu'un contre-appel à l'esprit de sacrifice et aux instincts les plus nobles, nous rappelant que la vie nationale, pas plus que la vie individuelle, n'est une partie de plaisir, mais une soumission constante au sens du devoir, de l'honneur et du travail; que, dans la vie nationale comme dans la vie individuelle, rien de beau ni de grand ne s'obtient sans effort et sans sacrifice. Le fascisme, c'est le cri de guerre contre les forces malsaines, contre les injustices sociales, contre les doctrines destructrices, contre les principes démoralisateurs, en même temps que c'est

le cri de résurrection et de renaissance, un cri franc, clair et pur qui pénètre jusque dans la grande conscience intérieure collective et qui nous sauvera, si nous savons le répéter sans relâche jusqu'au jour du grand réveil. Et ce cri, chez nous, qui s'opposera à tous les cris matérialistes, nous le résumerons dans un mot que tous les vrais Canadiens-français sauront comprendre, après avoir été si longtemps endormis: "Ame du vieux Québec, éveille-toi !"

APPENDICE

La Croix Gammée, ce qu'elle représente

Depuis leur dispersion les Juifs, répandus sur toute la terre, n'ont jamais cessé de former un tout compact, fanatiquement uni en ce qui concerne leurs intérêts nationaux. Ce sont les plus ardents des nationalistes, leurs livres sacrés et profanes en font foi.

Qu'ils soient en Allemagne, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, en Pologne ou en Canada, les Juifs restent immuablement Juifs, à cause de ce profond nationalisme qui les caractérise. Là où ils se trouvent, ils n'ont pas voulu devenir des Allemands, des Anglais, des Français, des Américains ou des Canadiens, alors que les vieilles races romaine, celtique, gauloise, francque, etc., se sont fondues en groupes plus généralisés, plus souples et plus civilisés. La marche du temps et le travail des siècles ont raffiné et policé toutes les races, mais rien n'a pu altérer la juiverie et le juivisme. Ils sont exactement aujourd'hui ce qu'ils étaient au temps de Moïse, au temps du Christ et au temps de Maïmonides, les agents, les apôtres, les propagateurs du matérialisme. Ceci s'explique parce que les Juifs, ne se considérant nulle part dans leur patrie, ne trouvant dans aucun pays un foyer de judaïsme, se sont confinés aux intérêts matériels des pays qui les recevaient, sans vouloir en accepter les intérêts spirituels et moraux.

Si les Juifs subissent avec plus ou moins de loyauté le drapeau qui les héberge, parce que ce n'est jamais leur drapeau, ils se rangent tous unanimement sous la bannière de l'Etoile de Sion, faite de deux triangles entrelacés. C'est le symbole du nationalisme juif, leur emblème national, et ils l'affichent dans tous les pays où ils se trouvent. Dans leur lutte pour la domination du monde, les Juifs d'Angleterre mettent de côté le drapeau anglais, de même font les Juifs français en France, de même les Juifs canadiens au Canada, pour reconnaître au-dessus de tout et avant tout l'étendard sioniste. Seuls les sémites, ou descendants de Sem, arborent ce drapeau ; le symbole des triangles entrelacés s'est même imposé chez certains Arabes.

Devant l'assaut des Juifs contre les races blanches ou Japhétiques (issues de Japhet), celles-ci tendent à graduellement se liguer dans un vaste mouvement défensif. Ce n'est pas par suite de propagande allemande, mais parce que tous ont conscience de la même attaque et ressentent le même danger, que tous les pays tendent simultanément vers un antisémitisme protecteur; c'est parce que chaque nation voit et constate ce que l'on a vu en Allemagne. Aussi a-t-on le spectacle d'une immense contraction, dans tous les pays de race blanche, pour se garer contre un péril dont on ne peut plus nier l'existence. La descendance de Japhet, dans un grand mouvement général et sous certains aspects inconscient, se lève pour répondre à l'offensive de la descendance de Sem.

Au-dessus de nos caractéristiques secondaires anglaise, française, italienne, allemande ou autre, il y a une grande caractéristique basique et fondamentale: nous sommes tous de race blanche. Si nous avons chacun, suivant notre patrie, un drapeau national, nous avons tous, en tant que membres de la race blanche, un emblème commun qui la symbolise: la croix gammée ou swastika, dont nous donnons la reproduction en page frontispice.

La croix gammée n'est pas un symbole hitlérien ni un emblème national. C'est un étendard générique qui rassemble sous son ombre tous les membres de la race indo-aryenne, à laquelle les blancs appartiennent. Si ce signe est si haîneusement dénoncé par les Juifs, c'est parce que les sémites ne peuvent pas s'en prévaloir. Le Juif peut se réclamer du drapeau anglais, du drapeau français, de n'importe quel symbole religieux qu'il accepte, mais jamais et pour aucune considération il ne pourra se mettre sous l'égide de la croix gammée, parce qu'aucune puissance ne peut en faire un indo-aryen.

La plus récente étude scientifique faite sur les origines de la croix gammée l'a été par le professeur W.-Norman Brown, D.Ph., de l'Université de Pennsylvanie, où il enseigne le sanscrit. Dans cette étude (août 1933), le professeur Brown, qui est un anti-hitlérien, affirme que la croix gammée a d'abord été employée dans les régions "japhétiques" (vallée de l'Indus, Bélouchistan, Troie, Suse, Chypre, Rhodes, Athènes) aussi lointainement que trois mille ans avant l'ère chrétienne, comme l'attestent les découvertes archéologiques; que cet emblème ne fut jamais employé par les sémites, qu'on ne le trouve pas dans les antiquités de leurs territoires. Depuis l'an 2,000 avant Jésus-Christ, le swastika fut toujours employé avec profusion par tous les groupes de la race indo-aryenne. Aujourd'hui, il forme un point de ralliement pour tous les "japhétiques" assaillis par les sémites dans une invasion et

un combat non-sanguinaires, mais économiques, politiques et dont les conséquences sont identiques à celles d'une conquête armée.

Que l'on discute tant que l'on voudra la pureté de telle section indo-aryenne, il n'en reste pas moins que la race blanche est la race blanche, que les descendants de Japhet n'ont rien de commun avec les descendants de Sem, qu'ils diffèrent par des instincts fondamentalement opposés, que les tendances spirituelles des premiers ne pourront jamais s'allier aux tendances matérialistes des autres.

Les fascistes antisémites de tous les pays ont adopté pour emblème la croix gammée, symbole de leur race. Bien que le fascisme soit énergiquement nationaliste, il trouve dans la croix gammée la clef d'un internationalisme qui doit répondre à l'internationalisme juif, puisque le combat engagé ne peut être gagné autrement. De même, bien que les fascistes antisémites soient positivement chrétiens, ils ne veulent pas traîner dans la poussière du combat la croix chrétienne, symbole religieux, parce qu'il ne s'agit pas d'une guerre religieuse.

La croix gammée est et restera le symbole de ralliement de la race blanche, dans son effort mondial pour se dégager de la domination économique et politique des Juifs. Comme les Juifs s'inspirent de leur Etoile de Sion, l'affichent, en font un mot d'ordre au sein de leur race, il faut que les "japhétiques" arborent sans crainte leur swastika, s'en inspirent, s'en fassent un mot d'ordre, afin que les peuples de race blanche cessent de s'entre-déchirer, de se craindre, de se laisser diviser par les Juifs, afin qu'ils puissent se comprendre, s'entendre et, écoutant la voix de leur sang et leurs instincts communs, parviennent à la véritable paix mondiale.

Que partout flotte fièrement et victorieusement la croix gammée !

"Le Patriote"